

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1996-1997

2 JUILLET 1997

Projet de Convention entre le gouvernement du Royaume de Belgique et les gouvernements des pays de l'Europe centrale et orientale relative à la coopération policière

RAPPORT

FAIT AU NOM DES COMMISSIONS RÉUNIES DE LA JUSTICE ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DE L'INTÉRIEUR ET DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES PAR M. **ERDMAN**

Ont participé aux travaux de la commission de la Justice :

1. Membres effectifs : MM. Lallemand, président; Bourgeois, Vandenberghe et Erdman, rapporteur.
2. Membres suppléants : M. Hatry et Mme Van der Wildt.

Ont participé aux travaux de la commission des Affaires étrangères :

1. Membres effectifs : MM. Bourgeois, Devolder et Mmes Lizin et Sémer.
2. Membres suppléants : MM. Lallemand, Hatry, Mme Van der Wildt et M. Erdman, rapporteur.

Ont participé aux travaux de la commission de l'Intérieur et des Affaires administratives :

1. Membres effectifs : Mmes Lizin, Van der Wildt et Leduc.
2. Membres suppléants : Mme Sémer, MM. Devolder, Vandenberghe et Erdman, rapporteur.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1996-1997

2 JULI 1997

Ontwerpverdrag betreffende de politiesamenwerking tussen de regering van het Koninkrijk België en de regeringen van de landen van Midden- en Oost-Europa

VERSLAG

NAMENS DE VERENIGDE COMMISSIES VOOR DE JUSTITIE EN DE BUITENLANDSE AANGELEGENHEDEN EN DE BINNENLANDSE EN ADMINISTRATIEVE AANGELEGENHEDEN UITGEBRACHT DOOR DE HEER **ERDMAN**

Aan de werkzaamheden van de commissie voor de Justitie hebben deelgenomen :

1. Vaste leden : de heren Lallemand, voorzitter; Bourgeois, Vandenberghe en Erdman, rapporteur.
2. Plaatsvervangers : de heer Hatry en mevrouw Van der Wildt.

Aan de werkzaamheden van de commissie voor de Buitenlandse Aangelegenheden hebben deelgenomen :

1. Vaste leden : de heren Bourgeois, Devolder en de dames Lizin en Sémer.
2. Plaatsvervangers : de heren Lallemand, Hatry, mevrouw Van der Wildt en de heer Erdman, rapporteur.

Aan de werkzaamheden van de commissie voor de Binnenlandse en Administratieve Aangelegenheden hebben deelgenomen :

1. Vaste leden : de dames Lizin, Van der Wildt en Leduc.
2. Plaatsvervangers : mevrouw Sémer, de heren Devolder, Vandenberghe en Erdman, rapporteur.

I. EXPOSÉ INTRODUCTIF DU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR

1. Généralités

Pour situer le problème dans les grandes lignes, le ministre renvoie aux réunions des 2 et 23 avril 1996 avec les Commissions réunies de la Justice, des Affaires étrangères et de l'Intérieur et des Affaires administratives: voir le rapport fait par M. Mouton (doc. Sénat, n° 1-394/1, 1995-1996).

Au cours de la réunion des Commissions réunies de la Justice, des Affaires étrangères et de l'Intérieur et des Affaires administratives du 23 avril 1996, le ministre avait attiré l'attention sur les difficultés auxquelles ont eu à faire face les services de police quotidiennement en relevant les défis qu'implique la lutte contre la criminalité organisée.

Pour lutter effectivement contre le phénomène de la criminalité organisée, le Gouvernement fédéral a déjà pris diverses initiatives.

Au niveau national, il y a le plan d'action du Gouvernement concernant la lutte contre la criminalité organisée du 28 juin 1996 et le projet de loi relatif aux organisations criminelles. À l'échelle internationale, il y a lieu d'attirer l'attention sur le rôle important qu'a joué la Belgique dans la rédaction du rapport du groupe de fonctionnaires dirigeants concernant la criminalité organisée, qui a été adopté à la fin du mois de mai par les ministres de l'Intérieur et de la Justice de l'Union européenne. Ce rapport analysait les problèmes et proposait un plan d'action qu'il y a lieu, maintenant, de mettre au point dans les détails et de mettre à exécution. Les efforts faits par la justice pour mettre sur pied un réseau européen de magistrats de contact s'inscrivent, eux aussi, dans le souci de lutter effectivement contre la criminalité organisée.

Enfin, le ministre renvoie à la loi du 4 mars 1997, qui attribue des compétences légales au magistrat national, ce qui devrait permettre d'améliorer sensiblement la coordination nationale et la coopération internationale.

Le rapport annuel 1996 sur la criminalité organisée de l'Union européenne décrit les conséquences toujours plus graves de la criminalité organisée dans les pays d'Europe centrale et orientale (dorénavant appelés, en abrégé, P.E.C.O.). L'on mesure, une fois de plus, combien il importe de développer les contacts avec ces pays en vue de parvenir à un échange d'informations bilatéral plus efficace et de mettre au point de projets communs de lutte contre les phénomènes de criminalité ayant des répercussions pour notre pays.

Du point de vue géographique, il y a donc lieu de donner la priorité à ces pays, étant donné qu'ils

I. INLEIDENDE UITEENZETTING DOOR DE MINISTER VAN BINNENLANDSE ZAKEN

1. Algemene situering

Voor de algemene situering van de problematiek, verwijst de minister naar de vergaderingen van 2 en 23 april 1996 met de Verenigde commissies voor de Justitie, de Buitenlandse Aangelegenheden en de Binnenlandse en Administratieve Aangelegenheden: zie verslag uitgebracht door de heer Mouton (Stuk, Senaat, nr. 1-394/1, 1995-1996).

Op de vergadering van de Verenigde commissies voor de Justitie, de Buitenlandse Aangelegenheden en de Binnenlandse en Administratieve Aangelegenheden van 23 april 1996 heeft de minister gewezen op de moeilijkheden waarvoor de politiediensten zich geplaatst zien bij de dagelijkse uitdagingen in de strijd tegen de georganiseerde criminaliteit.

Teneinde het fenomeen van georganiseerde criminaliteit daadwerkelijk te bestrijden, werden door de federale regering reeds verschillende initiatieven genomen.

Op nationaal vlak is er het Actieplan van de regering aangaande de strijd tegen de georganiseerde criminaliteit van 28 juni 1996 en het wetsontwerp criminele organisaties. Op internationaal vlak moet gewezen worden op de belangrijke rol die België heeft gespeeld bij het totstandkomen van het Verslag van de Groep van Hoge Ambtenaren omtrent de georganiseerde misdaad dat einde mei door de EU-ministers van Binnenlandse Zaken en Justitie werd aanvaard. In dat verslag werd een analyse van de problemen gemaakt en een actieprogramma voorgesteld dat nu verder dient te worden uitgewerkt en uitgevoerd. Ook de inspanningen die Justitie levert om een Europees netwerk van contactmagistraten op te zetten, kadert in de bekommernis om de strijd tegen de georganiseerde misdaad daadwerkelijk te bestrijden.

Tenslotte verwijst de minister nog naar de wet van 4 maart 1997 die aan de Nationale Magistraat wettelijke bevoegdheden toekent, wat niet alleen de nationale coördinatie doch ook zeker de internationale samenwerking merklijk moet verbeteren.

In het jaarrapport 1996 georganiseerde criminaliteit van de Europese Unie wordt de steeds grotere weerslag van de georganiseerde criminaliteit in de landen van Midden- en Oost-Europa (voortaan kortweg LMOE's of Peco's) beschreven. Eens te meer blijkt het belang om contacten uit te bouwen met deze landen en dit met het oog op een efficiëntere bilaterale informatie-uitwisseling en een gezamenlijke projectmatige aanpak van criminaliteitsfenomenen met een weerslag op ons land.

Geografisch gezien dient de aandacht dan ook prioritair uit te gaan naar deze landen. Het zijn

touchent aux frontières de l'Union européenne. Cela vaut aussi pour les pays nord-africains et, en particulier, pour le Maroc.

En outre, il est indéniable qu'une coopération en matière de soutien logistique et de formation contribuerait dans une large mesure à faire avancer le processus de démocratisation dans ces pays.

Les instruments de coopération policière internationale qui existent actuellement n'offrent pas toujours une solution aux problèmes qui viennent d'être esquissés. C'est ainsi que l'Unité «Drogues» Europol (U.D.E.) n'a aucune capacité opérationnelle et pas de personnalité juridique et qu'elle ne peut pas nouer de contacts avec des pays tiers. En outre, l'U.D.E. n'est compétente que pour un nombre limité de formes de criminalité. Par contre, Europol pourra, quant à elle, entretenir des contacts structurés dans un avenir non immédiat, simplement à propos des formes de criminalité relevant des attributions d'Europol. De plus, Europol et l'Unité «Drogues» Europol n'ont compétence qu'à partir du moment où entre en juin un aspect transfrontalier intra-européen; en d'autres termes, ni l'une ni l'autre ne pourra jamais jouer un rôle, par exemple, dans l'échange d'informations avec un pays tiers à propos d'un problème qui ne se pose que dans un pays de l'U.E. Qui plus est, l'adhésion des P.E.C.O. à l'U.E. se fera sans doute encore attendre quelques années.

Même si le nouveau texte du traité de Maastricht vise à rendre Europol plus opérationnel, l'on doit absolument éviter d'atteler la charrue avant les bœufs. En effet, comme Europol est encore en pleine gestation, il serait inopportun de la charger d'ores et déjà d'un tel volume de travail.

D'autre part, l'on pourrait penser à Interpol pour pareille coopération. Mais il faut savoir que la coopération au sein d'Interpol est basée sur le volontariat et qu'elle n'offre pas assez de garanties pour ce qui est de la protection des données personnelles et du traitement des sources.

Le ministre estime pouvoir dire, en conclusion, que le besoin d'échange d'informations direct entre certains P.E.C.O. et les services de police belges est réel. La coopération plus intensive qui s'impose doit toutefois s'inscrire dans un cadre normatif clair, ce cadre doit permettre de stimuler au maximum l'utilisation des canaux officiels et d'optimiser celle-ci.

2. Évaluation de l'échange de lettres entre les ministres belges de l'Intérieur et de la Justice et les ministres de l'Intérieur d'une série de P.E.C.O.

Au cours de la réunion du 23 avril 1996, les membres des commissions réunies de la Justice, des

immers de landen die grenzen aan de Europese Unie. Dit geldt ook voor de Noord-Afrikaanse landen, inzonderheid Marokko.

Daarnaast kan niet ontkend worden dat een samenwerking op het vlak van logistieke steun en vorming een belangrijke steun vormt bij het democratiseringsproces in deze landen.

Het momenteel bestaande instrumentarium inzake internationale politiesamenwerking biedt niet in alle gevallen een oplossing voor de zopas geschetste problemen. Zo heeft de Europol Drugseenheid (EDE) geen operationele capaciteiten noch rechtspersoonlijkheid en kan het geen gestructureerde contacten met derde landen aanknopen. Bovendien is EDE slechts voor een beperkt aantal criminaliteitsvormen bevoegd. Europol daarentegen zal in de toekomst wel gestructureerde contacten kunnen hebben, doch dit zal nog wel enige tijd op zich laten wachten en eveneens beperkt worden tot de criminaliteitsvormen waarvoor Europol bevoegd is. Bovendien geldt zowel voor Europol als voor de Drugseenheid dat hun bevoegdheid pas aanvangt van zodra er een intra-Europees grensoverschrijdend aspect is; dit betekent met andere woorden dat geen van beiden ooit een rol zal kunnen spelen in bijvoorbeeld de informatie-uitwisseling met een derde land inzake een probleem dat zich slechts in een EU-land voordoet. Bovendien zal de toetreding van de LMOE's tot de EU wellicht nog enkele jaren op zich laten wachten.

Niettegenstaande in de nieuwe verdragstekst van Maastricht gepleit wordt voor een grotere operationele slagkracht van Europol mag men hier geenszins de fout begaan het kind reeds te doen lopen alvorens het kan gaan. Europol is immers nog volop in uitbouw zodat het niet het geschikte instrument is om dit nu reeds met een dergelijke werklast te overladen.

Anderzijds zou men voor een dergelijke samenwerking kunnen denken aan Interpol. De samenwerking binnen Interpol is echter gebaseerd op vrijwilligheid en biedt daarenboven onvoldoende waarborgen op het gebied van persoonsgegevensbescherming en bronbewerking.

Concluderend kan de minister vooropstellen dat de behoefte aan een rechtstreekse informatie-uitwisseling tussen sommige LMOE's en de Belgische politiediensten reëel is. Deze intensievere samenwerking moet echter binnen een duidelijk normatief kader worden opgenomen. Dat kader moet het gebruik van de officiële kanalen maximaal stimuleren en optimaliseren.

2. Evaluatie van de uitwisseling van brieven tussen de Belgische ministers van Binnenlandse Zaken, Justitie en de ministers van Binnenlandse Zaken van een aantal LMOE's

Tijdens de vergadering van 23 april 1996 stemden de leden van de Verenigde commissies Justitie — Bui-

Affaires étrangères et de l'Intérieur et des Affaires administratives ont convenus de procéder à un échange de lettres avec la Pologne, la Roumanie, la Hongrie, la Tchéquie, la Slovaquie et la Slovénie.

Conformément aux arrangements pris antérieurement, l'on a procédé, dans une première phase, avec certains de ces pays, à un échange de lettres reproduisant une série d'accords pratiques. Une copie des lettres en question a été transmise chaque fois pour information aux membres des commissions réunies. Elles ont déjà été signées avec la Pologne (24 octobre 1996), la Roumanie (7 février 1997) et la Slovénie (26 mars 1997), et l'on ne s'est guère écarté de la version initiale du texte qui avait été soumis aux commissions réunies l'année dernière.

Des groupes de travail mixtes composés de représentants de la police et des services d'immigration belges et de leurs collègues polonais et roumains ont élaboré d'ores et déjà une série de protocoles dans lesquels ils proposent des accords pratiques. L'on a identifié des correspondants fiables dans ces pays et les échanges quotidiens d'informations croissent de manière constante(1).

De son côté, la Slovénie a chargé une personne d'aller suivre un stage de deux semaines au sein du département de coopération policière internationale du Service général d'appui policier.

Les négociations avec la Slovaquie et la République tchèque sont pratiquement terminées, si bien que l'on pourra bientôt procéder à la signature(2).

Enfin, les négociations avec la Hongrie démarrent en août 1997.

Dans le prolongement de ces négociations, le département de collaboration policière internationale du S.G.A.P. organisera, en octobre 1997, un cours de formation à l'intention des bureaux centraux nationaux Interpol des P.E.C.O.

La coopération avec les P.E.C.O. a désormais atteint la vitesse de croisière.

La Croatie a déjà demandé à la Belgique d'engager une correspondance au sujet de la coopération policière. Le ministre estime pouvoir accéder à cette demande. La Croatie est en effet un pays important de par sa situation géographique, puisqu'il est à cheval sur la route des Balkans qui a été rouverte. Qui plus est, elle a élaboré un cadre démocratique normatif pour sa police et pour son appareil judiciaire. Le mi-

tenlandse Aangelegenheden — Binnenlandse en Administratieve Aangelegenheden ermee in over te gaan tot een uitwisseling van brieven met: Polen, Roemenië, Hongarije, Tsjechië, Slowakije en Slovenië.

Conform de eerder gemaakte afspraken werden in een eerste fase met een aantal van deze landen brieven uitgewisseld waarin een aantal praktische afspraken zijn opgenomen. Een kopij van deze briefwisseling werd telkenmale ter informatie overgemaakt aan de leden van de Verenigde commissies. Zo werden met Polen (24 oktober 1996), Roemenië (7 februari 1997) en Slovenië (26 maart 1997) deze brieven reeds getekend, waarbij telkens nauwelijks is afgeweken van de oorspronkelijke tekstversie die vorig jaar aan de Verenigde commissies werd voorgelegd.

Gemengde werkgroepen bestaande uit vertegenwoordigers van de Belgische politie en immigratiediensten en hun collega's van resp. Polen en Roemenië hebben reeds een aantal protocollen voorbereid waarin praktische werkafspraken worden voorgesteld. Betrouwbare correspondenten werden in deze landen geïdentificeerd en de dagelijkse informatieuitwisseling groeit gestaag(1).

Slovenië heeft dan weer een stagiair gedurende twee weken afgevaardigd naar de afdeling internationale politiesamenwerking van de Algemene politiesteundienst.

Met Slowakije en Tsjechië zijn de onderhandelingen nu zo goed als afgerond zodat de ondertekening eerlang kan plaatsvinden(2).

De onderhandelingen met Hongarije tenslotte starten in augustus 1997.

In het verlengde hiervan zal de afdeling internationale politiesamenwerking van de APSD in oktober 1997 voor de nationale centrale bureaus Interpol van de LMOE's een opleidingscursus organiseren.

De intensiteit van de samenwerking met de LMOE's is op heden op kruissnelheid gekomen.

Ondertussen werd vanuit Kroatië aan België het verzoek geformuleerd om eveneens te kunnen overgaan tot een uitwisseling van brieven inzake politiesamenwerking. De minister meent positief op dit verzoek te kunnen ingaan: Kroatië is immers van belang door zijn geografische ligging op de heropende Balkan-route en heeft zijn politie en justitie binnen een democratisch normatief kader ingebed. De minis-

(1) cf. *infra* point 5, pour davantage d'explications concernant l'état d'avancement des travaux: aperçu distinct par pays.

(2) L'on pourra vraisemblablement boucler la correspondance avec ces pays à la mi-août au plus tard. L'on pourra alors entamer sans délai les négociations relatives à la convention même avec la Slovaquie qui a déjà signifié son accord par écrit.

(1) Zie *infra* punt 5 voor meer uitleg omtrent de stand der werkzaamheden: afzonderlijk overzicht per land.

(2) Naar alle waarschijnlijkheid zal de briefwisseling met deze landen kunnen worden afgerond tegen uiterlijk midden augustus. Met Slowakije — dat reeds per brief akkoord ging — kunnen dan meteen de onderhandelingen rond het Verdrag zelf van start gaan.

nistre propose dès lors d'ajouter ce pays à la liste initiale des pays avec lesquels un échange de correspondance peut avoir lieu.

À terme, il faudra remplacer cette méthode de travail informelle d'échange de correspondance en matière de coopération policière, par la conclusion d'un accord bilatéral en la matière.

3. Convention bilatérale en matière de coopération policière

Dans l'échange de correspondance qui a eu lieu — une version a déjà été mise à la disposition des membres des commissions réunies — on a disposé expressément que cette matière sera reprise (et élargie) dans le texte d'une convention que l'on soumettra à ratification à bref délai, conformément à l'article 167 de la Constitution belge.

La formule provisoire de l'échange de correspondance, qui est considérée comme un compromis équilibré entre, d'une part, l'urgence nécessaire pour les services de police et, d'autre part, l'exigence de transparence de l'action policière et la protection de la vie privée, sera donc remplacée, à terme, par une convention. Le projet de convention sera mis à la disposition des membres des commissions réunies(1): ce texte reprend l'essentiel du contenu de l'échange de correspondance, mais il contient également beaucoup plus de garanties. En outre, la conclusion d'une convention garantit en tout cas un contrôle démocratique accru par rapport à l'échange de correspondance.

Cependant, la signature d'une convention bilatérale en matière de coopération policière sera subordonnée à l'existence ou non d'instruments de coopération judiciaire internationale en matière pénale. En effet, la coopération policière internationale ne saurait en aucun cas mener une existence propre. Outre la prévention, sa finalité doit résider dans la répression de la criminalité et il est, dès lors, essentiel de veiller à ce que le développement de la coopération policière internationale et celui de la coopération judiciaire, soient parallèles; à défaut, l'on ne pourra pas réaliser complètement la finalité de la coopération policière susvisée.

C'est pourquoi il faudra, avant de conclure une convention bilatérale en la matière, vérifier systématiquement quel est l'état de développement de la coopération judiciaire en matière pénale.

L'on déterminera notamment s'il existe déjà un accord bilatéral en matière d'aide judiciaire et

(1) Cf. texte joint en annexe I au présent rapport.

ter stelt dan ook voor om ook Kroatië aan de initiële lijst van landen waarmee tot een uitwisseling van brieven kan worden overgegaan, toe te voegen.

Deze meer informele manier van werken via het uitwisselen van brieven inzake politiesamenwerking, moet op termijn vervangen worden door het afsluiten van een bilateraal verdrag inzake politionele samenwerking.

3. Bilateraal verdrag inzake politionele samenwerking

In de uitgewisselde brieven — waarvan reeds een versie werd ter beschikking gesteld van de leden van de Verenigde commissies — wordt uitdrukkelijk bepaald dat deze materie nogmaals zal worden overgenomen (en uitgebreid) in een verdragstekst die op korte termijn ter ondertekening en ratificatie zal worden voorgelegd, conform artikel 167 van de Belgische Grondwet.

De voorlopige formule van briefuitwisseling die gezien werd als een evenwichtig compromis tussen de urgentie vanwege de politiediensten enerzijds en de eis tot transparantie van de politionele actie en de bescherming van het privé-leven anderzijds, zal aldus op termijn vervangen worden door een verdragstekst. De ontwerp-verdragstekst wordt ter beschikking gesteld van de leden van de Verenigde commissies(1): deze tekst neemt in essentie de inhoud van de briefwisseling over, maar bouwt heel wat meer garanties in. Tevens waarborgt het afsluiten van een verdrag in elk geval meer democratische controle, in vergelijking tot het uitwisselen van brieven.

Het ondertekenen van een bilateraal verdrag inzake politionele samenwerking zal evenwel ondergeschikt gesteld worden aan het al of niet bestaan van instrumenten inzake internationale gerechtelijke samenwerking in strafzaken. Immers, internationale politiesamenwerking kan nooit een zelfstandig bestaan leiden. Trouwens, daar de finaliteit van internationale politiesamenwerking — naast preventie — ligt in de bestrijding en bestraffing van de criminelen, is het essentieel dat er een zeker parallellisme bestaat tussen de ontwikkeling van de internationale politiesamenwerking enerzijds en de ontwikkeling van de gerechtelijke samenwerking anderzijds; zoniet zal de finaliteit van de politiesamenwerking niet volledig gerealiseerd kunnen worden.

Voor het afsluiten van een bilateraal verdrag inzake politiesamenwerking zal daarom telkenmale voorafgaandelijk worden nagegaan welke de stand van gerechtelijke samenwerking in strafzaken is.

Meer bepaald zal worden nagegaan of er een bilateraal verdrag bestaat inzake rechtshulp en uitleve-

(1) Zie tekst als bijlage I bij dit verslag.

d'extradition ou si les conventions du Conseil de l'Europe relatives à l'extradition (1957) et à l'aide judiciaire (1959), ainsi que leurs protocoles, ont été signées ou ratifiées.

Si un PECO qui a signé ces conventions ne les a pas ratifiées, on lui demandera de faire, au moment de signer la convention bilatérale en matière de coopération policière, une déclaration politique dans laquelle il s'engagera à ratifier au plus tôt les conventions en question.

Même s'il n'y a pas d'instrument international de coopération judiciaire en matière pénale, l'on engagera des négociations relatives à la convention policière bilatérale, mais la signature de celle-ci ne pourra pas avoir lieu tant que le pays en question n'aura pas signé les conventions susvisées du Conseil de l'Europe relatives à l'aide judiciaire et à l'extradition.

Le département de la Justice est en train d'analyser l'application des conventions susvisées du Conseil de l'Europe et de vérifier s'il est nécessaire ou non de conclure des conventions (d'application) bilatérales avec les PECO. Le département est en train d'élaborer un texte standard ou type que le ministre de la Justice soumettra aux commissions réunies (probablement en octobre). L'objectif visé est d'engager des négociations concernant une convention bilatérale (d'application) en matière judiciaire, et ce, parallèlement aux négociations relatives à la convention bilatérale en matière de coopération policière, sans toutefois lier ces deux conventions de manière indissoluble.

Le projet de texte de la convention policière qui a été soumis aux commissions réunies accorde une importance particulière à l'aspect de la protection des données à caractère personnel. Le ministre de l'Intérieur et le ministre de la Justice souhaitent donner plus de liberté aux services de police pour ce qui est de la lutte contre la criminalité organisée, mais seulement si l'on parvient à réaliser un équilibre acceptable entre le souci d'assurer l'efficacité policière et celui d'assurer la protection juridique.

Comme les P.E.C.O. qui ont déjà signé et ratifié la Convention n° 108 du Conseil de l'Europe pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel, qui ont élaboré une législation conforme et qui disposent d'une législation propre en la matière sont peu nombreux, les ministres ont choisi d'inscrire certaines garanties en la matière dans le projet de texte lui-même.

Le ministre tient à attirer l'attention sur le fait que la Belgique est l'un des premiers pays à rédiger de telles conventions et œuvrer en vue de la signature de celles-ci. Les Pays-Bas ont déjà manifesté de l'intérêt pour les projets de convention en matière de coopération policière et suivront l'initiative belge.

ring dan wel of de verdragen van de Raad van Europa inzake uitlevering (1957) en rechtshulp (1959) en hun protocollen worden ondertekend en geratificeerd.

Ingeval een LMOE deze verdragen wel zou hebben ondertekend doch nog niet zou hebben geratificeerd, zal gevraagd worden dat bij de ondertekening van het bilateraal verdrag inzake politiewerking een politieke verklaring wordt afgelegd waarin het land zich ertoe verbindt de verdragen in kwestie zo snel mogelijk te ratificeren.

Bij de volledige afwezigheid van enig internationaal instrument inzake gerechtelijke samenwerking in strafzaken, zal wel worden gestart met de onderhandelingen van een bilateraal politieverdrag, maar zal de ondertekening daarvan niet plaatsvinden zolang het land in kwestie de zonet vermelde verdragen van de Raad van Europa inzake rechtshulp en uitlevering niet minstens heeft ondertekend.

Het departement Justitie maakt thans een analyse van de toepassing van de zopas vermelde conventies van de Raad van Europa en gaat na of het afsluiten van bilaterale (toepassings)conventies met de LMOE's zich opdringt. Een standaard- of type tekst wordt uitgewerkt die (wellicht in oktober) door de minister van Justitie aan de Verenigde commissies zal worden voorgelegd. De bedoeling is om min of meer in tandem met de onderhandelingen over het bilateraal verdrag inzake politie-samenwerking, van start te gaan met negociaties over een bilateraal (toepassings)verdrag inzake rechtshulp, zonder evenwel het ene onlosmakelijk aan het andere te binden.

In de ontwerp-tekst van politieverdrag die aan de Verenigde commissies werd overgemaakt, wordt ruime aandacht besteed aan het aspect van de bescherming van de persoonsgegevens. Zowel de minister van Binnenlandse Zaken en de minister van Justitie wensen wel meer armslag te geven aan de politiediensten in hun strijd tegen de georganiseerde criminaliteit, doch slechts voor zover een aanvaardbaar evenwicht bestaat tussen politie-efficiëntie en rechtsbescherming.

Aangezien momenteel slechts een heel beperkt aantal LMOE's hetzij de Conventie nr. 108 van de Raad van Europa inzake gegevensbescherming hebben ondertekend en geratificeerd en een conforme wetgeving hebben uitgewerkt, hetzij beschikken over een eigen wetgeving terzake, hebben de ministers ervoor geopteerd om in de ontwerp-tekst zelf zekere garanties hieromtrent in te bouwen.

De minister houdt eraan er op te wijzen dat België één van de eerste landen is die dergelijke verdragen opstelt en de ondertekening ervan nastreeft. Nederland heeft reeds interesse getoond voor de ontwerp-teksten van het verdrag inzake politiewerking en zal het Belgisch initiatief volgen.

4. Aperçu des pays qui entrent en ligne de compte pour la conclusion d'un accord bilatéral en matière de coopération policière

En concertation avec le S.G.A.P., section coopération policière internationale, avec les départements de la Justice, de l'Intérieur et des Affaires étrangères, et avec le magistrat national, l'on a dressé la liste des pays avec lesquels on pourrait négocier sous peu un accord bilatéral en matière de coopération policière.

En raison de l'inexistence d'une définition standardisée, d'une méthode de saisie et d'une méthode de traitement des données, on est dans l'impossibilité de fournir des données chiffrées concernant les phénomènes criminels et les interactions entre les services de police belges et ceux des P.E.C.O.

Les premiers pays à entrer en ligne de compte sont bien sûr ceux avec lesquels l'on a eu ou prévu un échange de lettres (pour rappel: il s'agit de la Pologne, la Roumanie, la Slovénie, de la Slovaquie, de la Tchéquie et la Hongrie). Concernant la raison pour laquelle ces pays ont été choisis, le ministre renvoie à l'exposé qu'il a fait devant les commissions réunies les 2 et 23 avril 1996.

Il est également apparu nécessaire d'engager la procédure accélérée avec la Croatie. En effet, la Croatie se situe sur la route des Balkans et, pour la Belgique, elle est importante sur le plan policier et judiciaire dans la lutte contre le trafic de drogue et de précurseurs (les substances chimiques nécessaires à la fabrication de drogues, synthétiques ou non), ainsi que dans la lutte contre l'immigration illégale issue de l'ancienne Yougoslavie et d'Albanie et les activités criminelles qui y sont liées. Le ministre propose que l'on procède également à un échange de lettres avec la Croatie en attendant de négocier une convention relative à la coopération policière.

Tous les pays avec lesquels la Belgique a déjà procédé à un échange de lettres ou avec lesquels elle souhaite le faire ont d'ailleurs signé soit les conventions du Conseil de l'Europe, soit des conventions bilatérales avec la Belgique. En outre, ils ont en général signé les conventions importantes du Conseil de l'Europe en matière de droits de l'homme et de torture(1).

En outre, le ministre estime qu'il conviendra ensuite d'élargir le réseau d'accords bilatéraux en matière de coopération policière en cercles concentriques. Ainsi créera-t-on une véritable zone tampon. Étant donné que la qualité du rétablissement de la démocratie et des droits dans les pays cités ci-dessous est beaucoup plus hétérogène (ainsi sont-ils beaucoup

(1) Voir aperçu en annexe II du présent rapport.

4. Overzicht van de landen die in aanmerking komen voor het afsluiten van een bilateraal akkoord inzake politiesamenwerking

In onderling overleg met de APSD: afdeling internationale politiesamenwerking, de departementen Justitie, Binnenlandse Zaken en Buitenlandse Zaken en de nationale magistratuur werd een lijst opgesteld van landen waarmee kortelings over een bilateraal akkoord inzake politiesamenwerking kan onderhandeld worden.

Numerieke gegevens inzake de criminele fenomenen en de interacties tussen Belgische politiediensten en deze van de LMOE's kunnen niet geleverd worden, rekening houdend met het gebrek aan gestandaardiseerde definiëring, vattings- en verwerking van de gegevens.

In de eerste plaats komen uiteraard die landen in aanmerking met wie reeds een uitwisseling van brieven werd bewerkstelligd of in het vooruitzicht wordt gesteld (ter herinnering: het gaat om Polen, Roemenië, Slovenië, Slowakije, Tsjechië en Hongarije). Voor de motivering hiervan verwijst de minister naar zijn uiteenzetting tijdens de vergadering van de Verenigde commissies van 2 en 23 april 1996.

De nood is gebleken om ook met Kroatië de verkorte procedure op te starten. Kroatië ligt immers op de Balkanroute en is voor België van politieel en justitieel belang in de strijd tegen de illegale drughandel en de precursoren (= de chemische stoffen nodig voor het vervaardigen van al dan niet synthetische drugs), de illegale immigratie uit het voormalige Joegoslavië en Albanië en de hiermee verbonden criminele activiteiten. De minister stelt voor om ook met Kroatië een uitwisseling van brieven door te voeren in afwachting van de onderhandeling van een verdrag over politiesamenwerking.

Al de landen waarmee België reeds is overgegaan dan wel wenst over te gaan tot een uitwisseling van brieven hebben trouwens hetzij de verdragen van de Raad van Europa, hetzij bilaterale verdragen met België ondertekend. Ook hebben zij meestal de relevante verdragen van de Raad van Europa inzake de mensenrechten en foltering onder tekend(1).

De minister is bovendien van mening dat het vervolgens aangewezen is om het netwerk van bilaterale afspraken inzake politiesamenwerking verder uit te bouwen in concentrische cirkels. Op die manier wordt een echte bufferzone gecreëerd. Daar de kwaliteit van het democratisch- en rechtsherstel in de hierna volgende landen veel heterogener is (zo hebben

(1) Zie overzicht als bijlage II bij dit verslag.

moins nombreux à avoir signé les conventions susvisées du Conseil de l'Europe relatives à la coopération judiciaire en matière pénale et aux droits de l'homme(1), le ministre estime qu'il est plus prudent de passer outre la phase de l'échange de lettres et de tenter immédiatement de signer une convention policière convenable, qui donne à notre pays les garanties nécessaires. Cela prendra sans doute plus de temps, ce qui fait que la coopération proprement dite ne pourra commencer que plus tard, mais le ministre estime que c'est le prix à payer.

Concrètement, il propose d'entamer des négociations avec les pays suivants :

a) La Fédération de Russie et l'Ukraine

Dans le rapport annuel sur la criminalité organisée — contribution belge au rapport de l'Union européenne —, l'on signale la nationalité russe comme l'une des neuf nationalités les plus fréquentes des suspects connus.

En 1996, dix des quarante organisations criminelles s'inscrivaient dans le cadre de la criminalité organisée russe.

L'on peut citer, à cet égard, l'exemple significatif d'une organisation criminelle russe active dans le secteur de l'importation, qui a créé, dans le pays et à l'étranger, diverses sociétés devant servir à blanchir de l'argent d'origine criminelle. Une première estimation fait état du blanchiment d'un milliard de francs belges. L'épicentre des activités de cette organisation se trouverait à Anvers.

Une autre enquête relative au blanchiment d'argent contre une organisation criminelle qui opérait à partir de Kiev (Ukraine), où elle se livrait au trafic de voitures, au chantage et à la criminalité financière et économique, a permis d'identifier 110 criminels agissant dans trente-cinq pays et utilisant soixante-neuf entreprises.

Étant donné le caractère peu démocratique du gouvernement de la Bélarus, les négociations avec ce pays ont été reportées à une date ultérieure.

b) La Bulgarie

Actuellement, l'on a peu d'informations concernant ce pays. L'on dit de plus en plus fréquemment que ce pays est un pays de transit pour ce qui est du trafic de la drogue et il apparaît que, de par sa situation géographique, elle joue un rôle important dans le commerce illégal des matières radioactives et nucléaires.

(1) Voir aperçu en annexe II du présent rapport.

zij bijvoorbeeld in veel mindere mate de reeds vermelde verdragen van de Raad van Europa inzake gerechtelijke samenwerking in strafzaken en mensenrechten ondertekend(1)), meent de minister dat het voorzichtiger is om de fase van de briefuitwisseling over te slaan en onmiddellijk te ijveren voor de ondertekening van een heus politieverdrag dat ons land de nodige waarborgen moet bieden. Dit zal weliswaar meer tijd vergen, waardoor de eigenlijke samenwerking pas veel later van start zal kunnen gaan, doch de minister meent dat dit de prijs is die men moet betalen.

Concreet stelt de minister voor om met volgende landen de onderhandelingen aan te vatten :

a) Russische Federatie en Oekraïne

In het jaarverslag georganiseerde criminaliteit — Belgische bijdrage tot het Europese Unierapport — wordt de Russische nationaliteit als één van de negen belangrijkste nationaliteiten van gekende verdachten aangewezen.

Van de 40 criminele organisaties zijn er in 1996 tien bij de Russische georganiseerde criminaliteit gecatalogeerd.

Als significant voorbeeld kan dat van een Russische criminele organisatie, met activiteiten in de importsector worden aangehaald. Deze organisatie richtte in binnen- en buitenland verschillende vennootschappen op teneinde geld van criminele oorsprong wit te wassen. Een eerste raming spreekt van één miljard Belgische frank. Het epicentrum van de activiteiten van deze organisatie zou zich in Antwerpen bevinden.

Een ander witwas-onderzoek tegen een criminele organisatie opererend vanuit Kiev (Oekraïne), waar ze actief was in autozwendel, afpersing en financieel-economische criminaliteit heeft 110 personen kunnen identificeren, actief in 35 landen waarbij gebruik werd gemaakt van 69 bedrijven.

Rekening houdend met het precair democratisch gehalte van de regering van Wit-Rusland worden de onderhandelingen met dat land naar een latere datum verschoven.

b) Bulgarije

Momenteel zijn hieromtrent nog niet zo veel gegevens beschikbaar. Bulgarije wordt alsmaar vaker genoemd als transitland voor drugs en blijkt door zijn geografische ligging een belangrijke functie te vervullen in de illegale handel in radioactieve en nucleaire stoffen.

(1) Zie overzicht als bijlage II bij dit verslag.

c) Les États baltes (L'Estonie, la Lettonie et la Lituanie)

Ces pays sont considérés comme des pays de transit pour ce qui est de la traite des êtres humains et du trafic de drogues en provenance de la Fédération de Russie et destinées aux Pays-Bas et à la Belgique. L'on considère surtout que les pays baltes sont responsables du développement de réseaux criminels spécialisés dans la vente de drogues, l'organisation du commerce des précurseurs et l'organisation de réseaux d'immigration illégale et de réseaux de traite des êtres humains.

d) Le Maroc

Par dérogation au principe des cercles concentriques auquel il est fait référence ci-dessus, le gouvernement estime opportun de négocier également avec le Maroc une convention bilatérale relative à la coopération policière. Il faut savoir, en effet, que la communauté marocaine de Belgique représente quelque 200 000 personnes qui conserveront leur nationalité marocaine, même si elles deviennent belges. Il existe un problème de criminalité — surtout en ce qui concerne le groupe de la troisième génération. Le ministre préférerait se contenter de passer avec le Maroc des accords relatifs à l'immigration, mais celui-ci refuse. En outre, une coopération policière est nécessaire en vue de la lutte contre le trafic des drogues. Cette lutte est soutenue par l'Union européenne. De surcroît, les négociations relatives à la coopération policière doivent être situées dans le cadre des négociations parallèles concernant la démission et la coopération judiciaire. Il faut savoir à cet égard que le ministre de la Justice procédera sous peu à la signature de trois conventions, dont deux concernent la modernisation de conventions existantes en matière d'extradition et d'aide judiciaire et une le transfèrement de détenus. L'on restaure ainsi l'équilibre nécessaire entre la collaboration policière et la collaboration judiciaire.

5. État d'avancement des travaux avec la Pologne et la Roumanie

a) Introduction

À la suite de l'échange de lettres, l'on a créé six groupes de travail avec ces deux pays :

1. Immigration;
2. Drogue;
3. Blanchiment.
4. Véhicules volés
5. Prostitution et exploitation sexuelle des enfants
6. Formation et assistance technique

c) Baltische Staten (Estland, Letland, Litouwen)

Deze landen worden vernoemd als transitlanden voor mensenhandel en drugs afkomstig uit de Russische Federatie en met bestemming de lagen landen. Vooral het uitbouwen van criminele netwerken begaan met de verkoop van drugs, het organiseren van de handel in precursoren en illegale immigratienetwerken of netwerken van mensenhandel worden op het conto van deze landen geschreven.

d) Marokko

Afwijkend van het supra gehuldigde principe van de concentrische cirkels, lijkt het de regering aangegeven om ook met Marokko over te gaan tot het onderhandelen van een bilateraal verdrag inzake politie-samenwerking. Belangrijk gegeven is immers dat de Marokkaanse gemeenschap in België ongeveer 200 000 personen telt en zelfs als ze Belg worden, behouden ze ook hun Marokkaanse nationaliteit. Er bestaat — vooral in de groep van de derde generatie — een probleem van criminaliteit. De minister zou liever met Marokko enkel afspraken maken met betrekking tot migratie, maar daarmee gaat Marokko niet akkoord. Tevens is politionele samenwerking nodig in de strijd tegen de drughandel. Deze strijd wordt gesteund door de Europese Unie. Daarenboven dienen deze onderhandelingen inzake politie-samenwerking bekeken te worden in het kader van de parallelle negotiaties inzake readmissie en gerechtelijke samenwerking. Zo zal de minister van Justitie kortelings overgaan tot de ondertekening van drie verdragen. Twee ervan strekken tot de modernisering van bestaande verdragen inzake uitlevering en rechts-hulp: het derde beoogt de overbrenging van gedetineerden. Zodoende wordt opnieuw het noodzakelijke evenwicht tussen politionele en gerechtelijke samenwerking gerespecteerd.

5. Stand van zaken der werkzaamheden met Polen en Roemenië

a) Inleiding

In het verlengde van de uitwisseling van brieven werd met deze beide landen overgegaan tot de installatie van 6 werkgroepen :

1. Immigratie;
2. Drugs;
3. Witwassen.
4. Gestolen voertuigen
5. Prostitutie en seksueel misbruik van kinderen
6. Opleiding en technische ondersteuning

En d'autres termes, l'on a clairement opté pour une approche thématique. Si l'on a créé les mêmes groupes de travail pour les deux pays, c'est tout simplement parce que les domaines en question sont ceux dans lesquels les problèmes se posent principalement à l'heure actuelle.

Au cours des réunions qui ont eu lieu, l'on a relevé les problèmes pratiques suivants :

— en raison de la barrière linguistique, les travaux démarrent parfois difficilement;

— l'information se transmet insuffisamment bien des négociateurs de l'échange de lettres aux techniciens des groupes de travail. L'on a consacré essentiellement la première réunion à réexpliquer l'objet et les raisons de l'échange de lettres;

— le nombre croissant de groupes de travail (et les déplacements à l'étranger qui en découlent, qui risquent de surcharger les services de police belges).

b) La Pologne

L'échange de lettres a été signé le 24 octobre 1996. Deux réunions des groupes de travail ont déjà eu lieu depuis (les 24 et 25 mars 1997, en Pologne, et, du 24 au 28 mai 1997, à Bruxelles).

Les réunions ont chaque fois été précédées d'une réunion de coordination nationale au cours de laquelle on a procédé à une analyse succincte des besoins et défini le point de vue de la Belgique concernant des problèmes concrets. Pour en faciliter le déroulement, on a d'ailleurs désigné, par pays, un coordinateur au sein du S.G.A.P./C.P.I.

Les conclusions des réunions avec la Pologne sont les suivantes :

— La Pologne attache essentiellement de l'intérêt à :

1. la formation (formation générale, analyse stratégique, techniques policières spéciales, empreintes digitales);

2. l'échange d'informations relatives à la criminalité organisée et au blanchiment;

3. la notion de « service de police de base ».

— La Belgique, quant à elle, se préoccupe :

1. de la suppression d'entraves d'ordre pratique dans la coopération avec la Pologne — y compris et surtout sur le plan judiciaire;

2. l'organisation d'actions concrètes, essentiellement concernant les stupéfiants et l'immigration.

Er werd met andere woorden duidelijk geopteerd voor een thematische aanpak. Het feit dat dezelfde werkgroepen werden opgericht voor beide landen is louter en alleen het gevolg van het feit dat dit de meest relevante probleemgebieden zijn voor het ogenblik.

Tijdens de bijeenkomsten die reeds plaatsvonden, zijn volgende praktische problemen gebleken :

— de taalbarrière heeft tot gevolg dat de werkzaamheden soms slechts moeizaam op gang komen;

— geringe informatiedoorstroming van de onderhandelaars van de briefuitwisseling naar de technici in de werkgroepen. De eerste bijeenkomst werd in essentie besteed aan het heruitleggen van het wat en waarom van de briefwisseling;

— er dreigt een overbelasting van de Belgische politiekorpsen door het stijgend aantal werkgroepen (en de daarbij horende verplaatsingen naar het buitenland).

b) Polen

De briefwisseling werd ondertekend op 24 oktober 1996. Sindsdien vonden reeds twee bijeenkomsten van de werkgroepen plaats (namelijk op 24 en 25 maart 1997 te Polen en van 24 tot en met 28 mei 1997 te Brussel).

De bijeenkomsten werden telkenmale voorafgegaan door een nationale coördinatievergadering waarin werd overgegaan tot een beknopte behoeftenanalyse en het Belgisch standpunt rond concrete vraagstukken werd bepaald. Om dit alles vlot te laten verlopen werd trouwens per land een coördinator bij APSD/IPS aangeduid.

Uit deze vergaderingen met de Polen is gebleken dat :

— Polen in essentie geïnteresseerd is in :

1. opleiding (algemeen, strategische analyse, bijzondere politietechnieken, digitale afdrucken);

2. informatie-uitwisseling rond georganiseerde criminaliteit en witwassen;

3. notie « basispolitiezorg ».

— België dan weer uit is op :

1. wegwerken van praktische belemmeringen in de samenwerking met Polen — ook en vooral op gerechtelijk vlak;

2. opstarten van concrete acties, in essentie rond drugs en immigratie.

Tout bien considéré, il semble que la coopération avec la Pologne s'annonce sous d'heureux auspices. Cela ressort en particulier des résultats déjà enregistrés : dans le cadre de l'échange de lettres avec la Pologne, l'on a créé six groupes de travail. Pour chacun de ces groupes de travail, l'on a conclu, plus particulièrement, les accords suivants :

— *immigration illégale* : l'objectif est de mettre au point un protocole comportant des accords concrets de réadmission et à soumettre à la formalité de signature avant même la signature de la convention en matière de coopération policière;

— *prostitution et abus sexuel d'enfants* : élaboration d'un plan d'action relatif à des initiatives préventives et législatives communes. L'on aurait l'intention d'associer intensivement les P.E.C.O. à ce programme et l'on envisage d'organiser un séminaire sur le trafic des êtres humains en janvier 1998, en Pologne;

— *véhicules volés* : mise en place de projets de développement d'une banque de données policières et d'une task force mixte;

— *blanchiment* : organisation d'une semaine de formation commune et désignation de points de contact nationaux;

— *sciences judiciaires (groupe de travail non officiel)* : engager une coopération en matière de reconnaissance électronique d'empreintes digitales, de faux documents et de falsifications, d'identifications de voix, d'analyses de résidus de munitions;

— *stupéfiants* : échange d'informations sur la production de stupéfiants, le dépistage de réseaux internationaux et les techniques spéciales de recherche;

— *formation* : dans tous les domaines susvisés.

Les accords conclus jusqu'ici sont très pragmatiques et semblent prometteurs.

c) La Roumanie

L'échange de lettres a été signé le 7 février 1997. À ce jour, les groupes de travail ne se sont encore réunis qu'une fois, du 2 au 4 juin 1997, en Roumanie.

La désillusion de la délégation belge a été assez grande, et ce, en raison des conditions de travail sur place et du désintérêt dont ont fait preuve leurs collègues roumains.

La première rencontre a été consacrée à l'exposé de l'objectif poursuivi. Pour obtenir une coopération plus constructive de la part des Roumains, les Belges ont posé comme principe qu'il ne pourrait être question d'une seconde rencontre (en Belgique) que si les Roumains désignaient concrètement des personnes à contacter et se donnaient la peine d'élaborer une série

Al met al ziet het ernaar uit dat de samenwerking met Polen wel wil vlotten. Dit blijkt in het bijzonder uit de reeds geboekte resultaten : in het kader van de uitwisseling van brieven met Polen werd overgegaan tot de oprichting van zes werkgroepen. Meer in het bijzonder werden nu voor elk van deze werkgroepen de volgende afspraken gemaakt :

— *illegale immigratie* : het doel is te komen tot een protocol waarin concrete readmissie-afspraken worden gemaakt, dat ter ondertekening zal worden voorgelegd nog vóór het politieverdrag wordt ondertekend;

— *prostitutie en seksueel misbruik van kinderen* : opbouwen van een actieplan rond gezamenlijke preventieve en wetgevende initiatieven. Daarbij zou het de bedoeling zijn om ook de LO's intens bij dit programma te betrekken. Overwogen wordt tevens om een seminarie rond mensenhandel te organiseren in januari 1998 te Polen.

— *gestolen voertuigen* : opstarten van projecten rond het uitbouwen van een politiedatabank en een gemengde taskforce.

— *witwassen* : organiseren van een week gezamenlijke opleiding en aanduiden van nationale contactpunten.

— *forensische wetenschappen (niet-officiële werkgroep)* : samenwerking opstarten rond elektronische herkenning van vingerafdrukken, valse documenten en vervalsingen, stemidentificatie, schotresidu-analyse,...

— *drugs* : informatie-uitwisseling rond productie van drugs, traceren van internationale netwerken en bijzondere opspringstechnieken.

— *training* : in alle hierboven vermelde domeinen.

De afspraken die tot op heden werden gemaakt zijn erg pragmatisch en zien er goed uit.

c) Roemenië

De briefwisseling werd ondertekend op 7 februari 1997. De werkgroepen zijn tot op heden nog maar één keer samengekomen, namelijk van 2 tot 4 juni 1997 in Roemenië.

De desillusie van de Belgische delegatie was vrij groot en dit gezien de werkomstandigheden aldaar en de desinteresse vanwege hun Roemeense collega's.

De eerste ontmoeting bestond uit een uiteenzetten van het opzet. Om een constructievere samenwerking vanwege de Roemenen te bekomen, hebben de Belgen vooropgesteld dat er pas sprake kan zijn van een tweede ontmoeting (in België) wanneer de Roemenen, naast het aanduiden van concrete contactpersonen, tevens de moeite gedaan hebben om een aantal

de propositions concrètes dans les domaines qui posent problème. L'on veut procéder comme avec la Pologne.

6. Conclusion

En conclusion, le ministre de l'Intérieur demande aux commissions réunies du Sénat — en son nom et au nom de ses collègues de la Justice et des Affaires étrangères — d'approuver le projet de texte de convention proposé, ainsi que la liste des pays avec lesquels la Belgique souhaite conclure une telle convention (à savoir la fédération de Russie, l'Ukraine, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Bulgarie et le Maroc). Dans l'attente d'une convention sur la coopération policière avec la Croatie, les ministres compétents souhaitent également procéder à un échange de lettres.

II. DISCUSSION

1. Questions et remarques des membres

Calendrier de la procédure en droit des traités

Un membre insiste pour que l'on mette aussi rapidement que possible au point la procédure en droit des traités. Il rappelle qu'au cours de la dernière séance des commissions réunies consacrée à la problématique, le ministre a souligné que, si l'on avait eu recours à l'échange de lettres, c'était en raison de l'urgence. En effet, pareille méthode présente trop de risques: des zones d'ombre non contrôlées peuvent très facilement se développer.

Mise en parallèle de la coopération policière et de la coopération judiciaire.

Le même membre souligne que les initiatives dans le domaine de la coopération policière — sauf si le ministre de la Justice prend les initiatives nécessaires en la matière — ne s'accompagnent pas nécessairement d'une collaboration au niveau de la justice. Actuellement, la coopération judiciaire est encore un terrain en friche. Le danger, c'est qu'une coopération policière non fondée sur une coopération judiciaire se transforme en un circuit parallèle permettant des autorités de police et/ou à des policiers d'établir des contacts et de collecter des informations et d'entrer quasiment, de la sorte, presque en concurrence avec l'appareil judiciaire normal.

Précisions relatives aux éléments d'analyse servant à déterminer avec quels pays l'on engagera des négociations.

Un membre demande des précisions concernant les éléments d'analyse globaux communs sur lesquels le ministre se fonde pour engager des négociations avec certains pays.

concrete voorstellen rond probleemdomeinen uit te werken. Men streeft ernaar om op eenzelfde wijze tewerk te gaan als met Polen.

6. Besluit

Als besluit verzoekt de minister van Binnenlandse Zaken — mede in naam van zijn collega's van Justitie en Buitenlandse Zaken — de verenigde commissies van de Senaat in te stemmen met het voorgestelde ontwerp van verdragstekst, evenals met de lijst van de landen waarmee België een dergelijk verdrag wensen af te sluiten (met name: de Russische Federatie, Oekraïne, Estland, Letland, Litouwen, Bulgarije en Marokko). Tevens wensen de bevoegde ministers in afwachting van een politieverdrag met Kroatië over te gaan tot een uitwisseling van brieven.

II. BESPREKING

1. Algemene vragen en opmerkingen van de leden

Timing voor verdragsrechtelijke procedure

Een lid dringt aan op het zo snel mogelijk op punt zetten van de verdragsrechtelijke procedure. Hij herinnert eraan dat de minister tijdens de vorige vergadering van de verenigde commissies over deze problematiek er de nadruk op legde dat de werkwijze met de uitwisseling van brieven ingegeven was vanuit hoogdringendheid. Deze werkwijze houdt immers té veel gevaren in: er kunnen zeer gemakkelijk grijze zones ontstaan die niet gecontroleerd worden.

Parallele politiesamenwerking—justitiële samenwerking

Hetzelfde lid wijst er op dat de initiatieven op het vlak van politiesamenwerking — uitgenomen indien de minister van Justitie terzake de nodige initiatieven neemt — niet noodzakelijk gepaard gaan met samenwerking op het justitiële vlak. Op dit ogenblik is de justitiële samenwerking nog braakliggend terrein. Het gevaar is dat politiesamenwerking die niet onderbouwd is met een justitiële samenwerking een parallel circuit wordt waarbij politie- overheden en/of -mensen contacten gaan uitbouwen en informatie gaan verzamelen zodat ze bijna in concurrentie komen met het normale rechtsapparaat.

Verduidelijking bij de analyse-elementen die worden gehanteerd om met deze of gene landen gesprekken aan te vatten

Het lid vraagt verduidelijking over de globale, gemeenschappelijke analyse-elementen waarover de minister beschikt om met deze of gene landen bepaalde onderhandelingen te voeren.

Rapport accords bilatéraux — Europol

L'intervenant attire l'attention sur le fait que, dans le cadre du Traité d'Amsterdam, Europol sera chargé de missions supplémentaires et pourra travailler de manière plus autonome. Dans quelle mesure pourrait-elle contrôler les contacts bilatéraux que le ministre de l'Intérieur établit avec les pays non-membres de l'Union européenne et dans quelle mesure ces contacts sont-ils conformes aux contacts qu'Europol établit elle-même en dehors de l'Union européenne ?

Trafic d'hormones

Un deuxième membre constate que, dans le projet de convention relative à la coopération policière, il n'est pas question des hormones. Pourtant, l'on connaît suffisamment bien la mafia des hormones en Belgique. Il semble même que, les hormones constituent un volet important des exportations de notre pays, notamment vers les pays d'Europe centrale et orientale. Il faudrait également traiter le problème dans le projet de convention. Le membre souhaite savoir dès lors dans quelle mesure l'on associera au processus en question le ministère de la Santé, dont l'intervention lui semble nécessaire, étant donné la difficulté de mettre au point une législation cohérente en la matière, même en Belgique. Il sera difficile d'harmoniser les législations des divers pays. Il sera même nécessaire pour ce qui est de certains domaines d'associer audit processus le département de l'Agriculture (par exemple, dans le cadre de la lutte contre la culture de substances psychotropes au Maroc). À cet égard, il faudra examiner de très près s'il n'y a pas d'usages abusifs des subventions européennes et organiser une concertation bien coordonnée entre les divers départements ministériels.

L'intervenant propose de mentionner, dans le projet de convention, non seulement les «drogues», mais aussi les «médicaments».

Adhésion à la C.E.D.H. par les pays en question

Un troisième membre demande si le ministre peut fournir une liste des pays avec lesquels la Belgique souhaite éventuellement organiser une coopération policière et où en sont ces pays pour leur adhésion aux conventions et aux protocoles additionnels de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (C.E.D.H.).

Il souhaite savoir, en outre, quels sont les pays qui reconnaissent la juridiction de la Commission européenne des droits de l'homme et de la Cour européenne des droits de l'homme à Strasbourg et quels sont ceux qui ne la reconnaissent pas. La question est fondamentale parce que le Belge qui serait poursuivi ou condamné dans un pays qui n'aurait pas adhéré auxdites conventions ne disposerait pas des mêmes moyens juridiques que s'il était jugé en Belgique. En outre, il faut se demander si, dans pareil cas, la

Verhouding bilaterale akkoorden — Europol

De spreker wijst er op dat Europol in het kader van het Verdrag van Amsterdam meer opdachten zal krijgen en ook meer autonomie zal kunnen werken. In hoeverre zijn de bilaterale contacten die de minister van Binnenlandse Zaken legt met de landen buiten de Europese Unie controleerbaar door Europol of in overeenstemming met de contacten buiten de Europese Unie die Europol zelf legt ?

Hormonenhandel

Een tweede lid stelt vast dat er in de ontwerp-tekst van het verdrag met betrekking tot politie-samenwerking niet gesproken wordt over «hormonen». Nochtans is de hormonenmafia in België voldoende gekend. Het schijnt tevens één van de belangrijke exportproducten te zijn van ons land, met name hormonen, ondermeer naar de Midden- en Oost-Europese landen. Deze problematiek zou ook moeten worden behandeld in het ontwerp-verdrag. Het lid wenst dan ook te vernemen in hoeverre het ministerie van Volksgezondheid hierbij betrokken zal worden. Dit lijkt hem nodig aangezien de wetgeving terzake, ook hier in België, zeer moeilijk sluitend te maken is. Het afstemmen van de verschillende wetgevingen van de verschillende landen zal zeer moeilijk zijn. Voor sommige domeinen zal het zelfs nodig zijn om het departement Landbouw erbij te betrekken (bijvoorbeeld in het kader van het bestrijden van teelten in Marokko van psychotrope stoffen). Men moet in dat verband zeer nauwlettend nagaan of er geen Europese subsidies worden misbruikt en er zal zeer goed gecoördineerd overleg tussen de verschillende ministeriële departementen nodig zijn.

De spreker stelt voor om in de ontwerpverdrags-tekst naast «drugs» ook «geneesmiddelen» te vermelden.

Onderschrijving EVRM door de betrokken landen

Een derde lid vraagt of de minister een lijst kan bezorgen van de landen — waarmee België eventueel politie-samenwerking wil aangaan — en de stand van zaken in deze landen van de juiste onderschrijving van de Verdragen en de aanvullende protocollen tot bescherming van de Rechten van de mens en de fundamentele vrijheden (EVRM).

Tevens wenst hij te vernemen welke van deze landen de rechtsmacht erkennen van de Europese Commissie voor de Rechten van de mens en het Europees Hof voor de Rechten van de mens in Straatsburg en welke niet. Dit is van fundamenteel belang want het gevolg van het niet-onderschrijven door deze landen betekent dat een Belg die in een dergelijk land zou worden vervolgd of veroordeeld, niet over dezelfde rechtsmiddelen beschikt dan indien hij in België zou terechtstaan. In dit geval rijst bovendien de

Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales serait respectée, car l'on priverait les citoyens belges d'une partie de leur protection juridique.

Infiltration de la mafia dans la police locale des pays concernés.

La criminalité organisée à savoir celle de la mafia est influente dans divers pays d'Europe centrale et orientale. Le fait que bien des pays d'Europe de l'Est soient infiltrés par la mafia (par exemple l'Ukraine) est l'une des raisons pour lesquelles les Italiens qui luttent contre la mafia de ces pays refusent de collaborer avec certains de leurs services de police.

L'intervenant souhaite savoir si la Belgique va conclure des conventions avec des pays dont elle n'est pas sûre que les services de police ne sont pas infiltrés par des groupes maffieux.

2. Réponse du ministre de l'Intérieur aux questions et remarques générales

Mise en parallèle de la coopération policière et de la coopération judiciaire

Comme les membres des commissions réunies, le ministre est convaincu qu'il n'est pas possible d'organiser une coopération policière indépendamment d'une coopération en matière de justice. C'est pourquoi il avait souligné, dans son exposé introductif, que la signature d'une convention bilatérale relative à la coopération policière serait subordonnée à l'existence éventuelle d'instruments de coopération judiciaire internationale en matière pénale. La coopération policière internationale ne peut, en effet, jamais exister de manière autonome.

D'ailleurs, le but final de la coopération policière internationale est — outre d'assurer la prévention — de combattre et de punir les criminels; c'est pourquoi il est indispensable que la coopération policière internationale et la coopération judiciaire en matière pénale se développent, dans une certaine mesure, de manière parallèle. À défaut, on ne pourra pas atteindre entièrement l'objectif assigné. Il faudra, dès lors, s'enquérir systématiquement du développement de la coopération judiciaire en matière pénale avec le pays visé, avant de conclure avec lui une quelconque convention bilatérale relative à la coopération policière. Il faudra, par exemple, pouvoir envisager une aide dans le cadre de recherches dans une affaire de meurtre. L'on vérifiera en particulier s'il existe une convention bilatérale dans le domaine de l'aide judiciaire et de l'extradition, ou, à défaut, si le pays en question a signé et ratifié les conventions du Conseil de l'Europe relatives à l'extradition (1957) et à l'aide judiciaire (1959), ainsi que leurs protocoles. L'on

vraag of op deze wijze het Europees Verdrag voor de Rechten van de mens en de fundamentele vrijheden wel wordt gerespecteerd: reden: op deze wijze wordt immers aan de Belgische burgers een stuk rechtsbescherming ontnomen.

Infiltratie van de mafia in de lokale politie van de betrokken landen

In verscheidene Midden- en Oost-Europese landen heeft de georganiseerde criminaliteit — met name de mafia — enige invloed. Eén van de redenen waarom bijvoorbeeld de Italiaanse maffiabestrijders in Oost-Europa niet willen samenwerken met bepaalde politiediensten in Oost-Europa is omdat deze diensten vaak geïnfiltreerd zijn door de mafia (bijvoorbeeld Oekraïne).

Gaat België verdragen afsluiten met landen waarvan men niet zeker is dat de politiediensten van die landen niet geïnfiltreerd zijn door maffieuze groepen, wenst de spreker te vernemen.

2. Antwoord van de minister van Binnenlandse Zaken op de algemene vragen en opmerkingen

Parallel politiesamenwerking — Justitiële samenwerking

De minister is er — met de leden van de Verenigde Commissies — van overtuigd dat politiesamenwerking zonder justitiële samenwerking inderdaad niet kan. Vandaar dat hij er in zijn inleidende uiteenzetting de nadruk op legde dat het ondertekenen van een bilateraal verdrag inzake politiesamenwerking ondergeschikt zal worden gesteld aan het al of niet bestaan van instrumenten inzake internationale gerechtelijke samenwerking in strafzaken. Immers, internationale politiesamenwerking kan nooit een zelfstandig bestaan leiden.

Trouwens: daar de finaliteit van internationale politiesamenwerking — naast preventie — ligt in de bestrijding en bestraffing van de criminelen, is het essentieel dat er een zeker parallellisme bestaat tussen de ontwikkeling van de internationale politiesamenwerking enerzijds en de ontwikkeling van de gerechtelijke samenwerking in strafzaken anderzijds; zoniet zal de finaliteit van de politiesamenwerking niet volledig gerealiseerd kunnen worden. Voor het afsluiten van een bilateraal verdrag inzake politiesamenwerking zal daarom telkenmale voorafgaandelijk worden nagegaan welke de stand van gerechtelijke samenwerking in strafzaken is. Zo kan bijvoorbeeld hulp bij opsporing van een moordzaak kunnen. Meer bepaald zal worden nagegaan of er een bilateraal verdrag bestaat inzake rechtshulp en uitlevering dan wel of de verdragen van de Raad van Europa inzake uitlevering (1957) en rechtshulp (1959) en hun protocollen werden ondertekend en geratificeerd. Ingeval een LMOE deze verdragen wel zou hebben ondertekend

demandera aux P.E.C.O. qui auront signé ces conventions mais qui ne les auront pas ratifiées de faire, au moment où ils signeront la convention bilatérale relative à la coopération policière, une déclaration politique dans laquelle ils s'engageront à ratifier les conventions en question dans les meilleurs délais. En l'absence de tout instrument international de coopération judiciaire en matière pénale, l'on engagera les négociations sur une convention policière bilatérale, mais on s'abstiendra de la signer tant que le pays en question n'aura pas signé au moins les dites conventions du Conseil de l'Europe relatives à l'aide judiciaire et à l'extradition. La coopération policière est dès lors subordonnée à la coopération en matière de justice.

Précision concernant les éléments d'analyse que l'on utilise pour déterminer avec quel pays on engagera des négociations

L'État belge dispose, tout d'abord, d'une série de données sur ce qui se passe en Belgique même. Ces données sont complétées grâce aux informations obtenues au moyen des contacts avec Interpol et d'autres organismes similaires. C'est ainsi, qu'un membre du personnel du S.G.A.P. a été désigné comme expert pour l'Europe orientale auprès d'Interpol. L'on essaie également de se faire une idée de la fiabilité des partenaires par le biais d'agents de contact se trouvant sur place. L'on ne dispose toutefois d'aucune méthode scientifique standard pour pouvoir se faire une réelle idée. Si la Belgique a malgré tout décidé de négocier avec le Maroc, c'est parce qu'elle voulait de toute façon parler des flux migratoires avec ce pays qui n'était disposé, quant à lui, à dialoguer que si l'on élargissait le débat.

Rapport entre les accords bilatéraux et Europol

Le ministre estime que le jour où l'on pourra conclure, avec les P.E.C.O., des conventions multilatérales en matière de coopération policière et judiciaire, il sera préférable de supprimer les conventions bilatérales. Toutefois, les initiatives bilatérales resteront nécessaires tant que l'on ne disposera pas d'une convention multilatérale. La France et l'Allemagne établissent elles aussi des contacts bilatéraux, y compris des contacts inspirés par des considérations commerciales (par exemple vente de systèmes informatiques).

Trafic d'hormones

Le ministre dit partager l'inquiétude du deuxième intervenant concernant le problème du trafic d'hormones. La question principale est celle de savoir comment l'on doit rédiger le texte de la convention pour faire face à cette inquiétude. L'on fait référence indirectement à ce point dans les dispositions relatives aux opérations de blanchiment. Pour ce qui est des

doch nog niet zou hebben geratificeerd, zal gevraagd worden dat bij de ondertekening van het bilateraal verdrag inzake politiesamenwerking een politieke verklaring wordt afgelegd waarin het land zich ertoe verbindt de verdragen in kwestie zo snel mogelijk te ratificeren. Bij de volledige afwezigheid van enig internationaal instrument inzake gerechtelijke samenwerking in strafzaken, zal wel worden gestart met de onderhandelingen van een bilateraal politieverdrag, maar zal de ondertekening daarvan niet plaatsvinden zolang het land in kwestie de zonet vermelde verdragen van de Raad van Europa inzake rechtshulp en uitlevering niet minstens heeft ondertekend. Op deze wijze wordt de politiesamenwerking ondergeschikt gemaakt aan de justitiële samenwerking.

Verduidelijking bij de analyse-elementen die worden gehanteerd om met deze of gene landen gesprekken aan te vatten

Allereerst beschikt de Belgische Staat over een aantal gegevens over wat in België zelf gebeurt. Die gegevens worden aangevuld via de contacten die bestaan via Interpol en dergelijke. Zo is er een personeelslid van de APSD aangesteld als Oost-Europa-deskundige voor Interpol. Men probeert ook over de fiabiliteit van de partners iets te weten te komen via de verbindingsmensen ter plaatse. Er bestaat hiervoor echter geen wetenschappelijk onderbouwde standaardmethode. De reden waarom er bijvoorbeeld dan toch met Marokko gepraat wordt, is omdat België in elk geval over migratie met Marokko wilde praten en dat Marokko enkel bereid was tot een gesprek indien het debat zou worden verruimd.

Verhouding bilaterale akkoorden — Europol

De minister is van mening dat de dag dat er met de LMOE's multilaterale verdragen kunnen worden gesloten om de justitiële en politiesamenwerking te regelen, de bilaterale verdragen het best worden opgeheven. Maar zolang er geen multilaterale verdragen zijn, zijn deze bilaterale initiatieven nodig. Ook Duitsland en Frankrijk leggen bilaterale contacten, ook vanuit commercieel oogpunt (bijvoorbeeld informatiesystemen verkopen).

Hormonenhandel

De minister deelt de bekommernis van de tweede spreker met betrekking tot de problematiek van de hormonenhandel. Het grote probleem is hoe men dit in de verdragstekst moet omschrijven: het wordt aangehaald via een omweg, met name de witwasoperaties. De LMOE's hebben inzake hormonen een heel andere wetgeving en hanteren ook totaal verschil-

hormones, les P.E.C.O. ont une législation tout autre et ils utilisent des définitions totalement différentes. Pour ce qui est de la coopération policière dans ce domaine, l'on doit attendre de pouvoir disposer d'une base commune minimum en matière de droit pénal. Il y a déjà peu de points communs pour ce qui est de la lutte contre le fléau de la drogue et la situation est pire encore pour ce qui est des hormones. Concernant les drogues, l'on dispose encore d'une base commune pour ce qui est du trafic et de la production de celles-ci. Le ministre estime toutefois qu'il est nécessaire de parler des hormones séparément dans le texte de la convention: il sera cependant très difficile de trouver la définition exacte. L'on examinera en tout cas la proposition d'un membre d'inscrire également la notion de «médicaments» dans le texte de la convention.

Adhésion des pays concernés à la C.E.D.H.

Concernant la question de savoir où en est la procédure d'adhésion des pays concernés à la C.E.D.H., le ministre renvoie au tableau qui a été distribué aux membres au cours de la réunion(1). Ce tableau ne fournit aucun aperçu relatif à la reconnaissance du pouvoir judiciaire de la Commission européenne pour les droits de l'homme et de la Cour européenne pour les droits de l'homme à Strasbourg. Le ministre promet de communiquer cette information. Il souligne cependant, qu'il ne faut pas chercher, en la matière, à être plus catholique que le pape.

À cet égard, il faut noter, par exemple, qu'il a fallu attendre trente ans pour que la France reconnaisse le pouvoir judiciaire de la Cour européenne des Droits de l'Homme, et la Belgique n'a même toujours pas ratifié le protocole n° 6 relatif à la suppression de la peine de mort. Le ministre admet cependant que si la Belgique ne reconnaissait pas le pouvoir judiciaire de la Cour européenne des Droits de l'Homme, il pourrait y avoir des problèmes, par exemple, en ce qui concerne la protection juridique d'un Belge qui serait poursuivi et condamné dans un pays qui n'aurait pas adhéré aux conventions en question.

Infiltration de la mafia dans la police locale des pays concernés

L'infiltration de la mafia au sein de la police est un problème énorme qui se pose notamment en Ukraine. Évoquant l'exemple que le membre a cité au sujet de l'Italie, le ministre déclare cependant que si la Belgique avait adopté, il y a quelques années, une attitude similaire vis-à-vis de l'Italie, l'on n'aurait pu conclure avec elle aucune convention relative à la coopération policière.

Toute collaboration policière doit être basée sur une méfiance saine à l'égard des collègues avec qui

lende definities. Men is — voor wat de politiesamenwerking terzake betreft — verplicht te wachten op een minimale basis van gelijklopendheid inzake strafrecht. Dit is reeds zeer beperkt voor wat drugs betreft, laat staan voor hormonen. Voor drugs vindt men nog een gemeenschappelijke basis voor wat de verhandeling en de productie betreft. De minister vindt het wél nodig om hormonen afzonderlijk in de verdragstekst te integreren: het zal echter een zeer moeilijk debat zijn om de juiste definitie te vinden. De suggestie van het lid om ook de notie «geneesmiddelen» in de verdragstekst te introduceren, zal in elk geval worden onderzocht.

Onderschrijving EVRM door de betrokken landen

De minister verwijst voor een overzicht van de stand van zaken van de onderschrijving van het EVRM door de betrokken landen naar de tabel die op de vergadering aan de leden werd rondgedeeld(1). In deze tabel ontbreekt vooralsnog het overzicht met betrekking tot de erkenning van de rechtsmacht van de Europese Commissie voor de Rechten van de Mens en het Europees Hof voor de Rechten van de Mens te Straatsburg. De minister belooft deze informatie te zullen verstrekken. De minister wijst er wél op dat men in dit verband niet heiliger moet zijn dan de Paus.

Zo heeft het bijvoorbeeld 30 jaar geduurd voorleer Frankrijk de rechtsmacht van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens heeft erkend en heeft België zelf nog steeds niet het Protocol nr. 6 betreffende de afschaffing van de doodstraf geratificeerd. De minister is het er wél mee eens dat het niet erkennen van de rechtsmacht van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens problemen kan doen rijzen op het gebied van rechtsbescherming voor een Belg die in een dergelijk land zou worden vervolgd en veroordeeld.

Infiltratie van de mafia in de lokale politie van de betrokken landen

Het probleem van infiltratie van de mafia in de politie is een enorm probleem, onder meer in Oekraïne. Het voorbeeld dat het lid aanhaalt met betrekking tot de Italiaanse politie zou echter, indien dezelfde houding door België een aantal jaar geleden zou zijn aangenomen, voor gevolg gehad hebben dat er geen enkel politiesamenwerkingsverdrag met Italië mocht worden afgesloten.

Iedere politiesamenwerking moet wel uitgaan van een gezond wantrouwen ten aanzien van zijn

(1) Voir annexe II au présent rapport.

(1) Zie overzicht als bijlage II bij dit verslag.

l'on coopère. L'on ne saurait attendre que les services de police des P.E.C.O. soient «épurés»; s'ils l'étaient la mafia sera déjà largement défaite. Attendre une telle épuration pourrait durer très longtemps. Le ministre est même d'avis qu'il serait plus dangereux encore d'exclure, à cause de ce problème d'infiltration, une coopération policière avec certains pays. Une telle attitude pourrait également s'avérer dangereuse. Il est évident, toutefois, que l'on doit faire preuve de prudence et de vigilance, et qu'il le faut davantage pour ce qui est de certains pays que pour ce qui est d'autres. L'on doit, dès lors, examiner comment chaque pays organise le contrôle juridique et le contrôle démocratique de la police par le biais des lois et dans les faits. C'est la seule voie possible, mais elle n'est effectivement pas sans danger.

3. Observations des membres concernant le texte du projet de convention relative à la coopération policière et réponses du ministre de l'Intérieur

Article 1^{er} : définition de la «criminalité organisée»

Un commissaire désire savoir quelle est l'origine de la définition de la «criminalité organisée» qui est utilisée dans le texte du projet de convention relative à la coopération policière. L'on utilise, en effet, plusieurs définitions de cette notion. Il y a notamment celle de l'Union européenne, celle du Bundeskriminalamt allemand et celle du projet de loi sur la criminalité organisée du Gouvernement belge.

Le ministre souligne que l'on utilise la définition qui figure dans le projet de loi sur la criminalité organisée qui a été déposé par le Gouvernement belge. Si cette définition devait encore être amendée à la suite de l'examen parlementaire du projet de loi, il faudrait également adapter la définition qui est utilisée dans le projet de convention. Il importe de n'employer qu'une seule définition officielle.

L'intervenant suivant partage l'opinion du préopinant et du ministre selon laquelle il y a lieu d'utiliser une définition unique, uniforme, de la criminalité organisée.

Article 3: «personnes disparues»

Le deuxième intervenant signale que la recherche des personnes disparues et l'aide à l'identification de cadavres non identifiés ont une portée plus large que la collaboration en matière de lutte contre la «criminalité organisée». Il demande des éclaircissements: le meurtrier ordinaire est-il visé par ce projet de convention ou seulement le meurtrier qui agit dans le cadre de la criminalité organisée?

collega's. Het is onmogelijk te wachten op een «epuratie» van de politiediensten in de LMOE's; immers indien de politiediensten zouden zijn gezuiverd, is de mafia *de facto* reeds voor een groot deel verslagen. Daarop wachten zou wel eens heel lang kunnen duren... Volgens de minister zou het zelfs gevaarlijker zijn indien men, omwille van het infiltratieprobleem, bepaalde landen van politiesamenwerking zou uitsluiten. Dit zou ook gevaarlijk zijn. Maar het is evident dat de nodige voorzichtigheid en waakzaamheid aan de dag moet worden gelegd en dit al meer voor het ene land dan voor het andere land. Zo moet er per land nagegaan worden hoe de controle op de politie is georganiseerd: zowel de juridische als de democratische controle in de wetten én de feiten. Dit is de enige weg die men kan bewandelen, maar het is inderdaad niet zonder gevaar.

3. Opmerkingen van de leden bij de ontwerp-tekst van het verdrag betreffende de politiesamenwerking en antwoord van de minister van Binnenlandse Zaken

Artikel 1 : definitie van «georganiseerde criminaliteit»

Een lid wenst te vernemen wat de oorsprong is van de definitie van «georganiseerde criminaliteit» die in de ontwerp-tekst van het verdrag betreffende politiesamenwerking wordt gehanteerd. Er zijn immers verschillende definities terzake in omloop, met name deze van de Europese Unie, van het Duitse Bundeskriminalamt of van het wetsontwerp «georganiseerde criminaliteit» van de Belgische regering.

De minister wijst erop dat de definitie wordt gehanteerd die in het wetsontwerp «georganiseerde criminaliteit» van de Belgische regering is opgenomen. Indien deze definitie nog zou worden gemeendeerd naar aanleiding van de parlementaire behandeling van het wetsontwerp, moet ook de definitie in het ontwerp-verdrag worden aangepast. Het is belangrijk dat er slechts één officiële definitie wordt gehanteerd.

Een volgend lid deelt de mening van de eerste spreker en de minister dat er één, uniforme definitie van georganiseerde criminaliteit moet worden gehanteerd.

Artikel 3: «verdwenen personen»

Het tweede lid wijst erop dat het opsporen van verdwenen personen en hulp bij identificatie van niet-geïdentificeerde lijken ruimer is dan samenwerken op het gebied van het bestrijden van de «georganiseerde criminaliteit». De spreker wenst hierbij verduidelijking: valt een gewone moordenaar niet onder dit ontwerp-verdrag of gaat het enkel om een moordenaar die optreedt in het kader van een georganiseerde criminaliteit?

Le ministre souligne que ces dispositions devront être lues en corrélation avec les projets relatifs à la coopération judiciaire que le ministre de la Justice est en train d'élaborer.

L'on a déjà souligné ci-dessus que la coopération policière est subordonnée à la coopération judiciaire. Cela signifie qu'en cas de meurtre, il y a lieu d'appliquer les systèmes d'assistance judiciaire et les principes d'extradition en vigueur. Mais la coopération policière a trait principalement à des éléments organisés et non pas à des dossiers ponctuels qui n'ont aucun lien entre eux. Les dossiers ponctuels nécessiteront une coopération ponctuelle et les dossiers structurels, une coopération structurelle.

Un troisième commissaire s'étonne que l'on ait adopté, à l'article 3, l'échelle classique des valeurs sur laquelle repose le Code pénal. L'article 2.2 du projet de convention place toute une série d'infractions sous le dénominateur commun de criminalité organisée. L'article 3 mentionne — sous la pression de l'actualité — la recherche des personnes disparues et l'aide à l'identification de cadavres non identifiés, mais aussi très clairement les « objets volés, disparus, détournés ou égarés », sans toutefois considérer les personnes physiques en tant que telles comme des objets. Comme dans le Code pénal classique, les valeurs matérielles priment ici les personnes. L'intervenant déplore que le texte du projet ne mentionne pas les crimes contre les personnes, indépendamment de la criminalité organisée. Comment traite-t-on, par exemple, les cas d'enlèvement d'enfants commis dans le cadre d'une procédure de divorce, par un père ou une mère? L'enfant n'est pas une personne « disparue » dans ces cas-là, puisqu'il est localisable. L'article 3 est, dès lors, inapplicable. Par contre, le vol d'une voiture tombe bel et bien quant à lui, sous l'application de l'article 3 du projet de convention. Le texte du projet de convention ne vaut pas pour toutes les atteintes à l'intégrité physique des personnes.

L'un des intervenants suivants dit partager l'analyse faite à ce propos par le préopinant. Il estime qu'il y a lieu d'ajouter, dans le projet de convention, la notion de « personnes enlevées » à celle de « personnes disparues ».

Le ministre signale que les cas d'atteinte à l'intégrité physique des personnes sont réglés depuis longtemps dans les accords d'Interpol. L'on a ajouté, dans le projet de convention, que les cas dont il n'est pas question dans ces accords. Le ministre est prêt à insérer une référence aux accords d'Interpol dans le projet de convention. La cohérence de l'ensemble s'en trouvera renforcée.

De minister wijst erop dat deze bepalingen zullen moeten worden gelezen in samenhang met de ontwerpen met betrekking tot justitiële samenwerking die momenteel door de minister van Justitie worden uitgewerkt.

Er werd supra reeds de nadruk op gelegd dat de politiesamenwerking wordt ondergeschikt aan de justitiële samenwerking. Dit betekent dat wanneer men met een moord te maken krijgt, de bestaande rechtshulpssystemen en uitleveringsprincipes gelden. Maar de samenwerking inzake politie is voornamelijk gebaseerd op georganiseerde elementen en niet voor punctuele dossiers die geen enkel onderling verband hebben. Voor punctuele dossiers zal een punctuele samenwerking nodig zijn, voor structurele dossiers zal een structurele samenwerking nodig zijn.

Een derde lid verbaast zich over de overname in artikel 3 van de klassieke benadering van waarden van het Strafwetboek. In artikel 2.2 van het ontwerpverdrag worden een heel aantal misdrijven onder de noemer van georganiseerde criminaliteit geplaatst. In artikel 3 wordt — onder druk van de actualiteit gesproken van het opsporen van verdwenen personen en hulp bij identificatie van niet-geïdentificeerde lijken, maar ook duidelijk gewag gemaakt van « gestolen, verdwenen, verduisterde of misplaatste voorwerpen », maar worden de fysieke personen als zodanig niet als object beschouwd. De materiële waarden worden hier — zoals in het klassieke Strafwetboek — boven de persoon gesteld. De spreker mist in de ontwerp-tekst misdaden ten opzichte van personen, los van georganiseerde criminaliteit. Wat wordt er bijvoorbeeld gedaan met het ontvoeren van een kind in het kader van een echtscheidingsprocedure door de vader of de moeder? Dit is geen « verdwenen » persoon want lokaliseerbaar. Dit wordt niet gedekt door artikel 3. Een gestolen auto valt anderzijds wél onder artikel 3 van het ontwerpverdrag. Elke inbreuk op de fysieke integriteit van de persoon is niet voorzien in de ontwerp-tekst van het verdrag.

Een volgende intervenant deelt de analyse terzake door vorige spreker. De notie « ontvoerde personen » moet, naast verdwenen personen, aan het ontwerpverdrag worden toegevoegd.

De minister wijst erop dat afspraken in verband met inbreuken op de fysieke integriteit van personen reeds geruime tijd geregeld zijn in het kader van de Interpol-akkoorden. In het ontwerpverdrag worden enkel die elementen toegevoegd die nog niet in de Interpol-akkoorden zijn voorzien. De minister is bereid in het ontwerpverdrag een verwijzing naar de Interpol-akkoorden op te nemen. Dit komt de coherentie van het geheel ten goede.

Article 7: utilisation d'informations

Le préopinant souligne que — conformément à l'article 7 en discussion — les informations qui ont été collectées préalablement ne peuvent plus être utilisées dans le cadre de la procédure pénale, même en cas de demande d'information ultérieure. Cette question n'est pas réglée par le projet de convention.

Le ministre réplique que les informations peuvent bel et bien être utilisées dans le cadre de la partie proactive — sous le contrôle du magistrat compétent.

L'intervenant reste d'avis que le texte actuel ne permet pas d'utiliser comme moyen de preuve des éléments obtenus de manière proactive sous couverture d'une demande formulée *a posteriori*. Les éléments en question doivent être confirmés à la suite de cette demande.

Le ministre approuve ce point de vue: les éléments obtenus au cours de la phase proactive doivent être confirmés au cours de l'instruction judiciaire, par exemple par une commission rogatoire. C'est grâce à la confirmation que lesdits éléments peuvent être utilisés comme moyens de preuve devant le tribunal.

Article 11.2: principes de la convention du Conseil de l'Europe du 28 janvier 1981 pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel

L'intervenant suivant conteste l'emploi du mot «principes». Il propose que l'on vérifie le libellé exact de cette phrase. Il propose de remplacer le mot «principes» par le mot «dispositions».

Le ministre approuve cette correction.

Il souligne toutefois que peu de dispositions de la Convention du 28 janvier 1981 du Conseil de l'Europe pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel sortent directement leurs effets.

Article 12: précisions concernant les mots «ne ... que»

Le même membre demande quelle est la portée des mots «ne ... que» dans la disposition suivante: «Si les données à caractère personnel sont transmises par l'intermédiaire d'un officier de liaison visées à l'article 10, les dispositions du présent Titre ne s'appliquent que lorsque le fonctionnaire de liaison transmet ces données à la Partie Contractante auprès de laquelle il a été détaché.»

Le ministre répond que, tant que des données à caractère personnel circulent entre les autorités centrales du pays auquel appartient l'officier de liai-

Artikel 7: gebruik van informatie

De vorige spreker wijst erop dat — overeenkomstig de voorliggende tekst van artikel 7 — informatie die voorafgaandelijk is verzameld, niet meer strafrechtelijk kan gebruikt worden vanuit het oogpunt van procedureel strafrecht, ondanks een latere vraag tot verlenen van informatie. Dit is niet geregeld in het ontwerp-verdrag.

De minister repliceert echter dat de informatie wél in het proactief gedeelte — onder toezicht van de bevoegde magistraat — mag worden gebruikt.

Maar het lid blijft erbij dat door de huidige tekst proactief verkregen elementen die gedekt worden door een *a posteriori* vraag, niet kunnen worden gebruikt als bewijsmiddel. Dan moeten die gegevens herbevestigd worden ingevolge die vraag.

De minister gaat akkoord met deze stelling: de gegevens, verkregen in de proactieve fase, moeten herbevestigd worden in de loop van het gerechtelijk onderzoek, bijvoorbeeld door een rogatoire commissie. Het is de bevestiging die ervoor zorgt dat de gegevens als bewijsmateriaal in de rechtbank kunnen worden gebruikt.

Artikel 11.2: beginselen van het Verdrag van de Raad van Europa van 28 januari 1981 ter bescherming van personen op het vlak van automatische verwerking van persoonsgegevens

Een volgend lid betwist het gebruik van het woord «beginselen». Er wordt voorgesteld dat de juiste libellering van deze zin zou worden geïnfocierd. Wellicht is het probleem opgelost indien men «beginselen» vervangt door «bepalingen» (Frans = «dispositions»).

De minister gaat akkoord met deze verbetering.

Hij wijst er evenwel op dat slechts weinig bepalingen van het Verdrag van de Raad van Europa van 28 januari 1981 ter bescherming van personen op het vlak van automatische verwerking van persoonsgegevens rechtstreekse werking hebben.

Artikel 12: verduidelijking van het woord «enkel»

Hetzelfde lid wenst te vernemen wat de draagwijdte is van het woord «enkel» in de volgende bepaling: «Wanneer persoonsgegevens worden overgebracht via een verbindingsofficier, zoals voorzien in artikel 10 worden de bepalingen van onderhavig Verdrag enkel toegepast wanneer deze verbindingsambtenaar de gegevens overbrengt naar de Verdragsluitende Partij waarbij hij werd gedetacheerd.»

De minister antwoordt dat, zolang de persoonsgegevens circuleren tussen de centrale overheid van het land waartoe de verbindingsofficier behoort en de

son et l'officier de liaison lui-même, les lois nationales restent applicables. Les articles 10 et 11 de la convention ne deviennent applicables qu'au moment où l'information est transmise au pays auprès duquel l'officier de liaison a été détaché.

Article 13: délits politiques — délits militaires — sauvegarde des droits de l'homme

Un membre demande pourquoi il est question — en ce qui concerne le refus d'assistance — non seulement des délits politiques, mais aussi des délits militaires. La disposition en question a-t-elle été prévue à la demande des pays concernés ou simplement aux fins de protéger ce que l'on appelle le «secret d'État»?

Le ministre répond que cette disposition figure dans toutes les conventions relatives à l'extradition et dans tous les traités relatifs à l'entraide judiciaire(1).

Un autre intervenant attire l'attention sur le fait qu'il faudrait préciser aussi, dans cet article, que l'assistance peut être refusée si le pays qui la demande se rend coupable de violations de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et de libertés fondamentales. Il souligne que l'on ne peut pas s'attendre à ce que la totalité de la législation de l'ensemble des P.E.C.O. soit d'emblée conforme aux conventions internationales relatives aux droits de l'homme.

Le ministre répond qu'il est question en l'occurrence d'une mesure de protection qui permet à la Belgique de refuser de répondre à une demande d'assistance, si cette demande est contraire aux dispositions légales applicables sur le territoire belge. En d'autres termes, la possibilité de refus vaut également, en ce qui concerne les conventions internationales en matière de sauvegarde des droits de l'homme.

(1) Note de M. Erdman, rapporteur: l'on trouvera un exemple de disposition semblable dans le projet de loi portant assentiment à la Convention entre le Royaume de Belgique et les États-Unis d'Amérique concernant l'entraide judiciaire en matière pénale, et Annexe, signée à Washington le 28 janvier 1988 qui a été adopté récemment par le Sénat (doc. Sénat, 1996-1997, n° 1-606/1, p. 19). Article 13 de la Convention: limite de l'entraide «1. L'Autorité centrale de l'État requis peut refuser de donner suite à une demande dans la mesure où: a) l'exécution de la demande porterait atteinte à la souveraineté, à la sécurité ou à d'autres intérêts publics essentiels de l'État requis; b) la demande est relative à une infraction aux lois militaires qui n'est pas une infraction d'après la loi pénale ordinaire; ou c) la demande n'est pas conforme aux dispositions de la présente Convention. 2. L'Autorité centrale de l'État requis peut également refuser de donner suite à une demande si celle-ci est relative à une infraction politique. Le présent paragraphe ne s'applique pas aux infractions que les États contractants ont la faculté de ne pas considérer comme politiques aux termes de tout autre accord international auquel ils sont partie...»

verbindingsofficier zelf, de nationale wetten van toepassing zijn. De bepalingen van artikel 10 en 11 van het verdrag zijn slechts van toepassing van het ogenblik dat informatie wordt overgedragen aan het land waarbij de verbindingsofficier is gedetacheerd.

Artikel 13: politieke misdrijven — militaire misdrijven — bescherming van de rechten van de mens

Een lid wenst te vernemen waarom er naast politieke misdrijven — wat het weigeren van bijstand betreft — ook sprake is van militaire misdrijven. Is dat op vraag van de corresponderende landen of heeft dit betrekking op het zogenaamde «secret d'État»?

De minister antwoordt dat deze bepaling in alle uitleveringsverdragen en alle verdragen met betrekking tot de rechtshulp voorkomt(1).

Een volgende spreker wijst er op dat in dit artikel als uitzondering ook zou moeten worden toegevoegd het weigeren van bijstand indien het land dat de bijstand vraagt zich schuldig zou maken aan inbreuken op het Europees Verdrag tot bescherming van de Rechten van de mens en de fundamentele vrijheden. Hij wijst er op dat niet alle wetgeving van alle LMOE's reeds conform zal zijn aan de internationale verdragen die betrekking hebben op mensenrechtenbescherming.

De minister antwoordt dat het hier om een beschermingsmaatregel gaat in de mate dat België een verzoek tot bijstand kan weigeren indien dit in strijd zou zijn met de wettelijke bepalingen die van kracht zijn op het Belgisch grondgebied. Dit geldt met andere woorden ook voor de internationale verdragen die betrekking hebben op mensenrechtenbescherming.

(1) Noot van de heer Erdman, rapporteur: een voorbeeld van dergelijke bepaling vindt u in het recent door de Senaat goedgekeurde wetsontwerp houdende instemming met de Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Verenigde Staten van Amerika aangaande rechtshulp in strafzaken, en Bijlage, ondertekend te Washington op 28 januari 1988 (Stuk Senaat, 1996-1997, nr. 1-606/1, blz. 19: artikel 13 van de overeenkomst: beperkingen van de rechtshulp: «1. De Centrale Overheid van de aangezochte Staat kan weigeren gevolg te geven aan een verzoek in de mate waarin: a) de uitvoering van het verzoek een aantasting zou zijn van de soevereiniteit, de veiligheid of andere wezenlijke algemene belangen van de aangezochte Staat; b) het verzoek betrekking heeft op een overtreding van de militaire wetten die geen misdrijf naar de gewone strafwet is; of c) het verzoek niet in overeenstemming is met de bepalingen van deze Overeenkomst. 2. De Centrale Overheid van de aangezochte Staat kan eveneens weigeren gevolg te geven aan een verzoek indien dit betrekking heeft op een politiek misdrijf. Deze paragraaf is niet van toepassing op de misdrijven voor dewelke de overeenkomstsluitende Staten de mogelijkheid hebben ze niet als politiek te beschouwen naar luid van elk ander verdrag of elke andere Overeenkomst waarbij ze partij zijn...».

Article 15.3: information du Parlement

L'intervenant précédent propose d'ajouter à ce point que le ministre responsable est tenu de transmettre les rapports d'évaluation rédigés tous les trois ans à la Chambre des représentants et au Sénat.

Article 16: règlement des différends

L'un des membres souhaite que l'on précise le sens de la disposition suivante: «Tout différend occasionné par l'interprétation ou l'application de la présente Convention sera résolu par une commission mixte consultative». Vise-t-on, en l'espèce, les différends entre les États? L'intervenant estime que les décisions de semblable commission consultative ne sauraient en aucun cas être contraignantes pour les instances judiciaires qui doivent interpréter, le cas échéant, la convention. La disposition de l'article 16 signifie-t-elle que l'État belge ne pourra jamais saisir une instance judiciaire d'un différend relatif à l'interprétation de cette convention?

Le ministre répond que l'objectif n'est pas que la commission mixte consultative se prononce sur des dossiers concrets pouvant engendrer un différend entre l'État belge et les pays concernés. La commission mixte consultative doit se prononcer sur l'interprétation des articles de la convention en général. La commission mixte consultative se composera de représentants des ministères des Affaires étrangères, de l'Intérieur et de la Justice. En tout cas, les interprétations de cette commission ne pourront jamais entrer en conflit avec celles du pouvoir judiciaire.

Article 17: avis de la Commission de la protection de la vie privée

Un membre attire l'attention sur le 1^{er} alinéa de cet article: «Les dispositions de la présente Convention ne sont applicables que dans la mesure où elles sont compatibles avec le droit national.» Le ministre a-t-il pensé à demander l'avis de la Commission de la protection de la vie privée en ce qui concerne l'article 11 du projet de convention qui concerne la protection des données à caractère personnel? En effet, c'est ce que prévoit la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard du traitement de données à caractère personnel.

Le ministre répond que le secrétariat de la Commission de la protection de la vie privée a été régulièrement associé à l'élaboration du projet de convention. En outre, l'on a pu utiliser, au cours des travaux préparatoires, des avis formulés précédemment, comme ceux qui ont été émis dans le cadre de la ratification de l'Accord de Schengen. Cependant, il reconnaît la nécessité d'obtenir un avis formel de la

Artikel 15.3: informatieverstrekking aan het Parlement

Vorig lid stelt voor om bij dit punt toe te voegen dat de bevoegde minister deze driejaarlijkse evaluatierapporten zou overmaken aan de Kamer van volksvertegenwoordigers en aan de Senaat.

Artikel 16: regeling van geschillen

Eén van de leden wenst verduidelijking over de volgende bepaling: «Alle geschillen betreffende de interpretatie of de toepassing van onderhavig Verdrag zullen worden beslecht door een gemengde adviescommissie.» Betekent dit de «interstatelijke» geschillen? De beslissingen van een dergelijke adviescommissie kunnen volgens de spreker in elk geval niet bindend zijn voor gerechtelijke instanties die desgevallend dit verdrag moeten interpreteren. Betekent de bepaling van artikel 16 dat de Belgische Staat zich nooit kan beroepen voor een gerechtelijke instantie over een geschil van interpretatie van dit verdrag?

De minister antwoordt dat het niet de bedoeling is dat de gemengde adviescommissie zich zou kunnen uitspreken over concrete dossiers die aanleiding kunnen geven tot een geschil tussen de Belgische Staat en de betrokken landen. De gemengde adviescommissie heeft tot doel uitspraak te doen over de interpretatie van de artikelen van het verdrag in het algemeen. De gemengde adviescommissie zal samengesteld worden uit vertegenwoordigers van de ministeries van Buitenlandse Zaken, Binnenlandse Zaken en Justitie. In elk geval zullen de interpretaties van de gemengde adviescommissie nooit in conflict kunnen komen met de rechterlijke macht.

Artikel 17: advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer

Een lid wijst op het eerste lid van dit artikel: «De bepalingen van onderhavig Verdrag kunnen enkel worden toegepast wanneer ze verenigbaar zijn met het nationaal recht.» Heeft de minister eraan gedacht om in dit verband het advies te vragen van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer over artikel 11 van het ontwerp-verdrag dat betrekking heeft op de bescherming van persoonsgegevens. Dit is immers vereist overeenkomstig de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens.

De minister antwoordt dat het secretariaat van de Commissie tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer geregeld is betrokken geweest bij de tot standkoming van de ontwerp-tekst van dit verdrag. Tevens kon bij de voorbereiding gebruik gemaakt worden van reeds eerder geformuleerde adviezen, bijvoorbeeld de adviezen uitgebracht in het kader van de ratificatie van het Schengen-Akkoord. Hij erkent

Commission de la protection de la vie privée, qui sera, dès lors, invitée à en émettre un.

4. L'on convient que les membres des commissions réunies pourront transmettre par écrit au ministre leurs remarques supplémentaires

Confiance est faite à l'unanimité au rapporteur pour la rédaction du présent rapport.

Le rapporteur,
Fred ERDMAN.

Les présidents,
Roger LALLEMAND.
Valère VAUTMANS.
Joëlle MILQUET.

evenwel de noodzaak van een formeel advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer. Dit advies zal dan ook gevraagd worden.

4. Er wordt overeengekomen dat de leden van de Verenigde commissies nog verdere opmerkingen schriftelijk kunnen verzenden aan de minister

Eenparig wordt vertrouwen geschonken aan de rapporteur voor het opstellen van dit verslag.

De rapporteur,
Fred ERDMAN.

De voorzitters,
Roger LALLEMAND.
Valère VAUTMANS.
Joëlle MILQUET.

ANNEXE I**CONVENTION ENTRE LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DE BELGIQUE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE...RELATIVE À LA COOPÉRATION POLICIÈRE****DRAFT**

Sa Majesté le Roi des Belges

et

le Président de la République ...

ci-après dénommés les Parties Contractantes,

se fondant sur :

Soucieux de promouvoir les rapports d'amitié et la coopération entre les deux États, et en particulier renforcer la coopération policière entre eux,

Désireux de placer le renforcement de la coopération policière dans le cadre des engagements internationaux souscrits par les deux États en matière de respect des droits et libertés fondamentaux, notamment la Convention européenne des droits de l'homme ainsi que la Convention n° 108 du Conseil de l'Europe du 28 janvier 1981 pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel,

Considérant que la criminalité organisée internationale représente une menace grave pour notre développement socio-économique; que les développements récents de la criminalité organisée internationale mettent l'existence de nos États respectifs en péril;

Considérant que la lutte contre la traite des êtres humains et la répression des entrées et sorties illégales du territoire national et de la migration illégale, ainsi que l'élimination des filières organisées font partie des préoccupations de nos gouvernements et de nos Parlements respectifs;

Considérant que la production et le commerce illégal de stupéfiants et de substances psychotropes constituent un danger pour la santé de nos concitoyens;

Considérant qu'outre une harmonisation des législations pertinentes, le développement d'une coopération pratique s'avère nécessaire pour combattre le phénomène de l'immigration clandestine avec suffisamment d'efficacité;

Considérant que la nécessité d'une coopération policière internationale efficace dans le domaine de la criminalité organisée et de la migration illégale, notamment par l'échange et le traitement d'informations, est indispensable pour combattre et prévenir ces activités criminelles;

Considérant que l'accomplissement de cette nécessité appelle une série de mesures appropriées et une étroite coopération entre les Parties Contractantes;

Ont résolu de conclure la présente Convention et désignent, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires :

Sa Majesté le Roi des Belges;

BIJLAGE I**VERDRAG TUSSEN DE REGERING VAN HET KONINKRIJK BELGIË EN DE REGERING VAN DE REPUBLIEK ... BETREFFENDE DE POLITIESAMENWERKING****DRAFT**

De Koning der Belgen

en

De President van de Republiek ...

hierna genoemd de «verdragsluitende partijen»,

zich baserend op :

Bezorgdheid om de bevordering van een vriendschappelijke samenwerking tussen de twee verdragsluitende Staten, en hier in het bijzonder om de politiesamenwerking,

Wensende de intensere politiesamenwerking te integreren in het kader van de internationale overeenkomsten die ondertekend zijn door de twee Staten inzake het respect voor de fundamentele rechten en plichten, namelijk het Europees Verdrag van de Rechten van de Mens alsook Verdrag nr. 108 van de Europees Raad van 28 januari 1981 inzake de bescherming van personen op het vlak van de geautomatiseerde verwerking van personeegevens,

Overwegende dat de internationaal georganiseerde criminaliteit een bedreiging vormt voor onze sociaal-economische ontwikkeling, dat de recente ontwikkelingen binnen de internationaal georganiseerde misdaad het voortbestaan van onze respectievelijke Staten in gevaar brengen;

Overwegende dat de strijd tegen de mensenhandel en bestrijding van het illegaal reizen naar en vanuit het grondgebied en de illegale migratie, alsook de eliminatie van de georganiseerde netwerken deel uitmaken van de taken van onze respectievelijke Regering en Parlement;

Overwegende dat de productie van en de illegale handel in verdovende middelen en psychotrope stoffen een bedreiging betekenen voor de gezondheid van onze medeburgers;

Overwegende dat er, bovenop het overeenstemmen van de betreffende wetgevingen, een praktische samenwerking ontwikkeld moet worden om het fenomeen van de illegale immigratie voldoende efficiënt te bestrijden;

Overwegende dat het noodzakelijk is om een efficiënte, internationale politiesamenwerking uit te bouwen op het vlak van georganiseerde criminaliteit en illegale migratie door middel van uitwisseling en verwerking van gegevens, dit ter bestrijding en voorkoming van criminele activiteiten;

Overwegende dat dit gegeven een reeks maatregelen noodzaken en een nauwe samenwerking vereisen tussen de verdragsluitende partijen;

Hebben besloten onderhavig Verdrag te sluiten en duiden hierbij als hun gevolmachtigden aan :

Zijne Majesteit de Koning der Belgen;

Le Président...

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs respectifs reconnus en bonne et due forme, ont convenu des dispositions suivantes :

Définitions

Article premier

Au sens de la présente Convention, on entend par :

Traite internationale des êtres humains tout comportement intentionnel suivant :

a) faciliter l'entrée sur le territoire de l'État partie à la présente Convention, le transit, le séjour ou la sortie sur ce territoire s'il est fait usage, à cette fin, de la contrainte, notamment de violences ou de menaces, ou s'il y a recours à la tromperie, à l'abus d'autorité ou à d'autres formes de pression de manière telle que la personne n'a d'autres choix véritable et acceptable que de se soumettre à ces pressions;

b) exploiter de quelque manière que ce soit une personne en connaissance de cause que cette personne est entrée, transite ou réside sur le territoire de l'État partie à la présente convention dans les conditions indiquées au point a).

Exploitation sexuelle des enfants

Les infractions visées par l'article 34 de la Convention des Nations-Unies relative aux droits de l'enfant du 20 novembre 1989, en ce compris la production, la vente, la distribution ou d'autres formes de trafic de matériel à caractère pornographique impliquant des enfants et la détention à des fins personnelles de ce type de matériel.

Assistance technique

Par assistance technique, il faut entendre l'aide apportée en matière de soutien logistique aux services de police et de migration.

Criminalité liée aux matières nucléaires et radioactives

Les infractions telles qu'énumérées à l'article 7, § 1^{er}, de la Convention sur la protection physique des matières nucléaires, signée à Vienne et à New-York le 3 mars 1980.

Blanchiment d'argent

Les infractions telles qu'énumérées à l'article 6, paragraphes 1 à 3 de la Convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, et à la saisie et à la confiscation des produits du crime, signée à Strasbourg le 8 novembre 1990.

Criminalité organisée

Par criminalité organisée, on entend :

1. la perpétration, de manière méthodique, de délits qui sont, chacun en soi ou dans leur totalité d'une importance considérable;
2. par amour du gain ou par recherche du pouvoir;
3. par plus de deux personnes agissant ensemble;
4. durant une période assez longue ou indéterminée;
5. suivant une répartition des tâches :
 - a) en abusant de structures commerciales et/ou,

President...

die, na hun respectievelijk erkende volmachten uitgewisseld te hebben volgens de vorm, overeengekomen zijn hetgeen volgt :

Definities

Eerste artikel

Naar de zin van het huidige verdrag, verstaat men onder :

Internationale mensenhandel, elk opzettelijk gedrag zoals hier beschreven :

a) het betreden van het grondgebied van de verdragsluitende Staat vereenvoudigen, de doorreis, verblijf op of het verlaten van dit grondgebied indien er gebruik is gemaakt van dwang, meer bepaald geweld of bedreiging, of wanneer er gebruik gemaakt wordt van bedrog, misbruik van gezag of andere vormen van onder druk zetten, in die mate dat de persoon geen andere reële of aanvaardbare keuze heeft dan zich te onderwerpen aan die druk;

b) uitbuiten op eender welke wijze van een persoon, wetende dat hij het grondgebied van de verdragsluitende Staat binnengekomen is, er doorreist of er woont in omstandigheden die vermeld werden onder punt a).

Sexueel misbruik van kinderen

Inbreuken die opgenomen zijn in het artikel 34 van het Verdrag van de Verenigde Naties over de rechten van het Kind van 20 november 1989, zijnde: productie, verkoop, verdelen of andere vormen van handel in pornografisch materiaal waarbij kinderen betrokken zijn, en het verzamelen van dit materiaal ten persoonlijkten titel.

Technische ondersteuning

Onder technische ondersteuning verstaat men de hulp die gegeven wordt aan politie- en migratiediensten onder de vorm van logistieke steun.

Criminaliteit in verband met nucleaire en radioactief materiaal

Inbreuken opgesomd in artikel 7, § 1, van het Verdrag inzake de fysieke bescherming van nucleair materiaal, ondertekend in Wenen en in New York op 3 maart 1980.

Witwassen van geld

Inbreuken zoals opgesomd in artikel 6, paragrafen 1 tot 3 van het Verdrag van de Europese Raad inzake witwassen, opsporen, inbeslagnemen en confisceren van de voorwerpen die voortkomen uit de misdaad, ondertekend te Straatsburg op 8 november 1990.

Georganiseerde criminaliteit

Onder georganiseerde criminaliteit wordt verstaan :

1. het op methodische wijze plegen van misdaden die, elk afzonderlijk of samen beschouwd, zeer ernstig zijn;
2. uit winstbejag of machtswellust;
3. door meer dan twee personen die samenwerken;
4. gedurende een vrij lange of onbepaalde periode;
5. die gecatalogeerd kunnen worden als volgt :
 - a) misbruik van commerciële structuren en/of,

b) en recourant à la violence ou à d'autres moyens d'intimidation et/ou,

c) en exerçant une influence sur la vie politique, les médias, l'administration publique, la justice ou la vie économique.

Traitement des données à caractère personnel

Par données à caractère personnel, il faut entendre toute information concernant une personne physique identifiée ou identifiable (personne concernée); est réputée identifiable une personne qui peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un numéro d'identification ou à un ou plusieurs éléments spécifiques, propres à son identité physique, physiologique, psychique, économique, culturelle ou sociale.

Par traitement de données à caractère personnel, il faut entendre toute opération ou ensemble d'opérations effectuées ou non à l'aide de procédés automatisés, et appliquées à des données à caractère personnel, telles que la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, ainsi que le verrouillage, l'effacement ou la destruction.

Stupéfiant

Le terme «stupéfiant» désigne toute substance, qu'elle soit d'origine naturelle ou synthétique, figurant au Tableau I ou au Tableau II de la Convention unique sur les stupéfiants faite à New-York le 30 mars 1961. Toute Convention ultérieure qui élargira la liste des stupéfiants sera d'application.

Substance psychotrope

L'expression «substance psychotrope» désigne toute substance, qu'elle soit d'origine naturelle ou synthétique, ou tout produit naturel du tableau I, II, III ou IV de la Convention sur les substances psychotropes du 21 février 1971. Toute Convention ultérieure qui élargira la liste des substances psychotropes sera d'application.

Trafic illicite de stupéfiants ou de substances psychotropes

L'expression «trafic illicite» désigne la culture, la fabrication ou le trafic de stupéfiants ou de substances psychotropes contraires aux buts de la Convention du 30 mars 1961 sur les stupéfiants, de la Convention du 21 février 1971 sur les substances psychotropes ou de la Convention des Nations Unies du 19 décembre 1988 sur le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes.

Demande Urgente

Une demande est qualifiée d'urgence dans les cas où le passage par la procédure administrative formelle auprès des autorités centrales risque d'entraver ou de compromettre l'action de prévention ou de recherche.

Domaines de coopération

Article 2

1. Chacune des Parties contractantes s'engage à accorder à l'autre Partie, selon les règles et sous les conditions déterminées par la présente Convention la coopération la plus large en ce qui concerne la coopération policière.

b) toevlucht nemen tot geweld of andere middelen van intimidatie,

c) invloed uitoefenen op het politieke leven, de media, de openbare administratie, justitie of het economische leven.

Verwerking van persoonsgegevens

Onder «Persoonsgegevens» wordt verstaan alle informatie betreffende een geïdentificeerde of te identificeren fysieke persoon (betrokken persoon); te identificeren betekent dat de persoon direct of indirect te identificeren is, meer bepaald met als referentie een identificatienummer of één of meerdere specifieke kenmerken die eigen zijn aan zijn fysieke, fysiologische, psychische, economische, culturele of sociale identiteit.

Onder «Persoonsgegevens» wordt verstaan: elke operatie of reeks van operaties die uitgevoerd wordt, al dan niet met behulp van geautomatiseerde procédés, en toegepast op persoonsgegevens zoals het verzamelen, opslaan, organiseren, behoud, aanpassen en wijzigen, verwijderen, consulteren, gebruiken, communiceren door transmissie, verdelen of andere vormen van het terbeschikkingstellen, bijeenbrengen, verbinden, alsook het beschermen, het witwassen of het vernietigen.

Verdovende middelen

De term «verdovende middelen» omvat alle substanties, zowel plantaardige als synthetische, die voorkomen in Tabel I of Tabel II van het Enkelvoudig Verdrag inzake verdovende middelen dat op 30 maart 1961 in New York werd ondertekend. Ieder navolgend verdrag waarbij de lijst van verdovende middelen wordt uitgebreid zal van toepassing zijn.

Psychotrope substantie

De uitdrukking «psychotrope substantie» omvat elke substantie, plantaardig of synthetisch, of elk natuurlijk product vermeld in Tabel I, II, III of IV van het Verdrag van 21 februari 1971 inzake psychotrope stoffen. Ieder navolgend verdrag waarbij de lijst van psychotrope substantie wordt uitgebreid zal van toepassing zijn.

Illegale handel in verdovende middelen of psychotrope stoffen

De term «illegale handel» omvat de teelt, de vervaardiging of handel in verdovende middelen of psychotrope stoffen die strijdig zijn met de doelstellingen van het Verdrag van 30 maart 1961 inzake verdovende middelen, het Verdrag van 21 februari 1971 inzake psychotrope stoffen of het Verdrag van de Verenigde Naties tegen de sluikehandel in verdovende middelen en psychotrope stoffen dat op 19 december 1988 in Wenen werd ondertekend.

Dringend Verzoek

Een verzoek is dringend indien, met inachtneming van de formele administratieve procedure bij de centrale instanties, de preventie- of opsporingsactie dreigt gehinderd of geschaad te worden.

Domeinen van samenwerking

Artikel 2

1. Iedere Verdragsluitende Partij verbindt er zich toe om aan de andere Partij haar volledige samenwerking te bieden wat betreft de politionele samenwerking, met inachtneming van de regels en voorwaarden vastgelegd in dit Verdrag.

2. Les Parties coopéreront à la répression, la prévention et la poursuite de délits graves relevant de la criminalité organisée, et en particulier :

- les délits contre la vie et l'intégrité physique des personnes;
- les délits liés à la production et au trafic illégal de stupéfiants, substances psychotropes et précurseurs;
- l'immigration clandestine;
- le proxénétisme, la traite des êtres humains et l'exploitation sexuelle des enfants;
- l'extorsion de fonds;
- le vol, le trafic et le commerce illégal d'armes, munitions, explosifs, substances radioactives, matières nucléaires et autres substances dangereuses;
- les falsifications (fabrication, contrefaçon, transformation et distribution) des moyens de paiement, chèques et titres;
- la criminalité dans le domaine des échanges commerciaux et financiers;
- les délits contre les biens, entre autres le vol, le trafic d'œuvres d'art et d'objets historiques;
- les délits contre l'environnement;
- le vol, le commerce illégal et le trafic de véhicules à moteur et la falsification et l'usage des documents falsifiés de véhicules;
- le blanchiment d'argent.

3. Les formes de criminalité graves relevant de la criminalité organisée qui ne sont pas définies à l'article 1 sont appréciées par les services nationaux compétents selon la législation nationale des États auxquels ils appartiennent.

Art. 3

La collaboration entre les Parties portera également sur :

- la recherche des personnes disparues et l'aide à l'identification de cadavres non identifiés;
- la recherche sur le territoire d'une Partie d'objets volés, disparus, détournés ou égarés sur le territoire de l'autre.

Art. 4

Les Parties coopéreront dans les domaines spécifiés dans les articles 2 et 3 ci-dessus par :

- les échanges d'informations concernant les domaines ressortissant à la compétence des services de police et de l'immigration;
- les échanges de matériel;
- l'assistance technique et scientifique, les expertises et les fournitures de matériel technique spécialisé;
- un échange d'expériences;
- la coopération dans le domaine de la formation professionnelle;
- l'aide à la préparation de l'exécution des demandes d'entraide judiciaire;

selon les dispositions ci-après.

2. De Partijen zullen samenwerken op het vlak van repressie, preventie en vervolging van zware misdrijven die onder georganiseerde criminaliteit vallen, met name :

- misdrijven tegen het leven en de fysieke integriteit van personen;
- misdrijven in verband met productie en illegale trafiek van drugs, psychotrope stoffen en precursoren;
- illegale migratie;
- proxenetisme, mensenhandel en sexueel misbruik van kinderen;
- afpersing van geld;
- diefstal, trafiek en illegale handel in wapens, munitie, explosieven, radioactieve substanties, nucleaire stoffen en andere gevaarlijke stoffen;
- vervalsingen (vervaardiging, namaak, verandering en verdeling) van betaalmiddelen, cheques en waardepapieren;
- criminaliteit op het vlak van handelsverkeer en financieel verkeer;
- misdrijven tegen goederen, onder meer diefstal, trafiek in kunstwerken en historische voorwerpen;
- milieumisdrijven;
- diefstal, illegale handel en trafiek in motorvoertuigen en vervalsing en gebruik van vervalste documenten voor voertuigen;
- witwassen van geld.

3. De zware misdrijven in het kader van de georganiseerde criminaliteit die niet worden bepaald in artikel 1, worden beoordeeld door de bevoegde nationale diensten volgens de nationale wetgeving van de Staten waartoe zij behoren.

Art. 3

De samenwerking tussen de Partijen zal eveneens betrekking hebben op :

- de opsporing van verdwenen personen en hulp bij identificatie van niet-geïdentificeerde lijken;
- de opsporing op het grondgebied van een Partij van gesloten, verdwenen, verduisterde of misplaatste voorwerpen op het grondgebied van de andere Partij.

Art. 4

De Partijen zullen samenwerken op de onder artikelen 2 en 3 vermelde vlakken via :

- uitwisseling van informatie over materies die onder de bevoegdheid vallen van de politie- en immigratiediensten;
- uitwisseling van materiaal;
- technische en wetenschappelijke ondersteuning, expertises en gespecialiseerd technisch materiaal;
- uitwisseling van ervaringen;
- samenwerking op het vlak van de beroepsopleiding;
- hulp bij de voorbereiding ter uitvoering van verzoeken tot rechtshulp;

met inachtneming van de hieronder vermelde voorwaarden.

Les échanges d'informations

Art. 5

Les Parties Contractantes se prêteront assistance et assureront une coopération étroite et permanente. Elles procéderont notamment à un échange de toutes les informations pertinentes et importantes.

Cette coopération peut prendre la forme d'un contact permanent par l'intermédiaire d'officiers de liaison à désigner.

Art. 6

1. Les Parties Contractantes s'engagent à ce que leurs services de police s'accordent, dans le respect du droit national et dans les limites de leurs compétences, l'assistance aux fins de la prévention et de la recherche de faits punissables, pour autant que le droit national de la Partie Contractante requise ne réserve pas la demande ou son exécution aux autorités judiciaires.

2. Dans des cas particuliers, chaque Partie Contractante peut, dans le respect de son droit national et sans y être invitée, communiquer à la Partie Contractante concernée des informations qui peuvent être importantes pour celle-ci aux fins de l'assistance pour la prévention et la répression d'infractions ou pour la prévention de menaces pour l'ordre et la sécurité publics.

Art. 7

Toute information fournie par la Partie Contractante requise en vertu de la disposition de l'article 6 ne peut être utilisée par la Partie Contractante requérante aux fins d'apporter la preuve des faits incriminés qu'après une demande d'entraide judiciaire conformément aux dispositions internationales applicables.

Art. 8

1. Les demandes d'assistance et les réponses à ces demandes doivent être échangées entre les organes centraux chargés, par chaque Partie Contractante, de la coopération policière internationale et de l'immigration.

Lorsque la demande ne peut être faite en temps utile par la voie susvisée, elle peut, exceptionnellement et en cas d'urgence uniquement, être adressée par les autorités compétentes de la Partie Contractante requérante directement aux autorités compétentes de la Partie requise et celles-ci peuvent y répondre directement. Dans ces cas exceptionnels, l'autorité requérante doit aviser dans les meilleurs délais l'organe central chargé, dans la Partie Contractante requise, de la coopération internationale, de sa demande directe et d'en motiver l'urgence.

2. La désignation des organes centraux chargés de la coopération internationale ainsi que les modalités de l'assistance mutuelle sont réglées par des arrangements entre les ministres compétents des Parties Contractantes.

Art. 9

L'autorité compétente requérante doit garantir le degré de confidentialité que l'autorité compétente requise de l'autre Partie a attribué à l'information. Les degrés de sécurité sont ceux utilisés par l'I.N.T.E.R.P.O.L.

Informatieuitwisseling

Art. 5

De Verdragsluitende Partijen bieden mekaar bijstand en staan in voor een nauwe en permanente samenwerking. Zij zullen onder meer alle pertinente en belangrijke gegevens uitwisselen.

Deze samenwerking kan de vorm aannemen van een permanent contact via de te benoemen verbindingsofficieren.

Art. 6

1. De Verdragsluitende Partijen verbinden zich tot het verlenen van bijstand tussen hun politiediensten met inachtneming van het nationaal recht en binnen de grenzen van hun bevoegdheden, met het oog op de preventie en opsporing van strafbare feiten, op voorwaarde dat het nationaal recht van de verzoekende Verdragsluitende Partij het verzoek of de uitvoering ervan niet voorbehoudt aan de gerechtelijke instanties.

2. In specifieke gevallen, heeft iedere Verdragsluitende Partij het recht om op eigen initiatief en overeenkomstig de nationale wetgeving informatie te verstrekken aan de betrokken Verdragsluitende Partij. Deze informatie kan belangrijk zijn voor de betrokken Partij met het oog op het verlenen van bijstand voor de preventie en repressie van overtredingen of om bedreigingen ten opzichte van de openbare orde en veiligheid te voorkomen.

Art. 7

Elke informatie die door de aangezochte Verdragsluitende Partij wordt verstrekt krachtens artikel 6 kan door de verzoekende Verdragsluitende Partij slechts als bewijsmiddel voor de ten laste gelegde feiten worden gebruikt, na een verzoek om rechtshulp krachtens de toepasbare internationale regels.

Art. 8

1. Vragen om bijstand en antwoorden op deze verzoeken moeten worden uitgewisseld tussen de centrale diensten die door iedere Verdragsluitende Partij worden belast met de internationale politiesamenwerking en immigratie.

Indien het onmogelijk is om de vraag via de voornoemde weg tijdig te stellen, kan op uitzonderlijke wijze en slechts bij dringendheid de bevoegde dienst van de verzoekende Partij de vraag rechtstreeks aan de bevoegde dienst van de aangezochte Partij stellen. Deze laatste kan dan onmiddellijk antwoorden. In uitzonderlijke gevallen dient de verzoekende Partij zo vlug mogelijk de centrale dienst belast met de internationale samenwerking in de aangezochte Verdragsluitende Partij op de hoogte te brengen van de rechtstreekse vraag waarbij het dringend karakter wordt gemotiveerd.

2. De aanduiding van de centrale organen die met de internationale samenwerking zijn belast en de modaliteiten van de wederzijdse bijstand worden geregeld tussen de bevoegde ministers van de Verdragsluitende Partijen.

Art. 9

De verzoekende bevoegde autoriteit moet de graad van vertrouwelijkheid waarborgen die de aangezochte bevoegde autoriteit van de andere Partij aan de informatie heeft toegekend. INTERPOL bepaalt de graad van beveiliging.

Art. 10

1. Les Parties Contractantes peuvent détacher, pour une durée déterminée ou indéterminée, des officiers de liaison d'une Partie Contractante auprès de l'autre Partie Contractante.

2. Le détachement d'officiers de liaison pour une durée déterminée ou indéterminée a pour but de promouvoir et d'accélérer la coopération entre les Parties Contractantes, notamment en convenant l'assistance

a) sous la forme d'échange d'informations aux fins de la lutte tant préventive que répressive contre la criminalité;

b) dans l'exécution de demandes d'entraide en matière pénale;

c) pour les besoins de l'exercice des missions des autorités chargées de la surveillance des frontières extérieures et de l'immigration;

d) pour les besoins de l'exercice des missions des autorités chargées de la prévention des menaces pour l'ordre public.

3. Les officiers de liaison ont une mission d'avis et d'assistance. Ils ne sont pas compétents pour l'exécution autonome de mesures de police. Ils fournissent des informations et exécutent leurs missions dans le cadre des instructions qui leur sont données par la Partie Contractante d'origine et par la Partie Contractante auprès de laquelle ils sont détachés. Ils font régulièrement rapport à l'organe central chargé de la coopération policière de la Partie Contractante auprès de laquelle ils sont détachés.

4. Les ministres compétents des Parties Contractantes peuvent convenir que les fonctionnaires de liaison d'une Partie Contractante détachés auprès d'États tiers représentent également les intérêts de l'autre Partie Contractante.

Protection des données à caractère personnel

Art. 11

1. Le traitement des données à caractère personnel, en application de la présente Convention, est soumis aux législations nationales respectives de chaque Partie Contractante.

2. En ce qui concerne la transmission de données à caractère personnel en application de la présente Convention, les Parties Contractantes s'engagent à réaliser un niveau de protection des données à caractère personnel qui respecte les principes de la Convention du Conseil de l'Europe du 28 janvier 1981 pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel et de la Recommandation R (87) 15 du 17 septembre 1987 du Comité des ministres du Conseil de l'Europe visant à réglementer l'utilisation des données à caractère personnel dans le secteur de la police.

3. En ce qui concerne le traitement de données à caractère personnel transmises en application de la présente Convention, les dispositions ci-après s'appliquent :

a) les données ne peuvent être utilisées par la Partie Contractante destinataire qu'aux seules fins pour lesquelles la présente Convention prévoit la transmission de telles données; l'utilisation des données à d'autres fins n'est possible qu'après autorisation préalable de la Partie Contractante qui transmet les données et dans le respect de la législation de la Partie Contractante destinataire;

Art. 10

1. De Verdragsluitende Partijen kunnen verbindingsofficieren van de ene Verdragsluitende Partij voor bepaalde of onbepaalde tijd bij de andere Verdragsluitende Partij detacheren.

2. Het detacheren van verbindingsofficieren voor bepaalde of onbepaalde tijd is erop gericht de samenwerking tussen de Verdragsluitende Partijen te bevorderen en te versnellen. In het bijzonder dienen er afspraken gemaakt te worden omtrent de ondersteuning

a) in de vorm van informatie-uitwisseling met het oog op preventieve en repressieve bestrijding van de criminaliteit;

b) op het vlak van de uitvoering van verzoeken om rechtshulp in strafrechtelijke aangelegenheden;

c) bij de opdrachten van de autoriteiten die belast zijn met het toezicht op de buitengrenzen en de immigratie;

d) bij de opdrachten van de autoriteiten die belast zijn met de voorkoming van de inbreuken op de openbare orde.

3. De taak van de verbindingsofficieren bestaat erin advies en ondersteuning te verlenen. Zij zijn niet bevoegd om politie maatregelen autonoom uit te voeren. Ze verstrekken informatie en voeren hun taken uit binnen het geheel van instructies die hun werden gegeven door de Verdragsluitende Partij waarvan ze afkomstig zijn en door de Verdragsluitende Partij waarbij ze gedetacheerd zijn. Ze brengen regelmatig verslag uit bij het centraal orgaan dat belast is met de politie samenwerking van de Verdragsluitende Partij waarbij ze gedetacheerd zijn.

4. De bevoegde ministers van de Verdragsluitende Partijen kunnen overeenkomen dat de verbindingsofficieren van de ene Verdragsluitende Partij die gedetacheerd zijn bij derde landen eveneens de belangen van de andere Verdragsluitende Partij vertegenwoordigen.

Bescherming van persoonsgegevens

Art. 11

1. De verwerking van persoonsgegevens is onderworpen aan de respectieve nationale wetgevingen van elke Verdragsluitende Partij.

2. Wat de overbrenging van persoonsgegevens betreft, verbinden de Verdragsluitende Partijen er zich toe de persoonsgegevens te beschermen volgens de beginselen van het Verdrag van de Raad van Europa van 28 januari 1981 ter bescherming van personen op het vlak van automatische verwerking van persoonsgegevens en van de Aanbeveling A (87) 15 van 17 september 1987 van het Comité van ministers van de Raad van Europa die het gebruik van persoonsgegevens voor politiedoeleinden regelt.

3. Wat de verwerking van de overgebrachte persoonsgegevens betreft, zijn de volgende bepalingen van toepassing :

a) de Verdragsluitende Partij waarvoor de persoonsgegevens bestemd zijn, mag de gegevens alleen gebruiken voor de doeleinden waarvoor dit Verdrag de overbrenging van dergelijke gegevens voorziet; het gebruik van de gegevens voor andere doeleinden is alleen mogelijk na voorafgaande toestemming vanwege de Verdragsluitende Partij die de gegevens overbrengt en met inachtneming van de wetgeving van de Verdragsluitende Partij waarvoor de gegevens bestemd zijn;

b) les données ne peuvent être utilisées que par les autorités judiciaires, les services et instances qui assurent une tâche ou remplissent une fonction dans le cadre des fins visées dans la présente Convention et plus particulièrement les articles 2 et 3. Les Parties communiqueront la liste des utilisateurs;

c) la Partie Contractante qui transmet les données est tenue de veiller à l'exactitude de celles-ci: si elle constate, soit de sa propre initiative soit suite à une demande de la personne concernée, que des données incorrectes ou qui n'auraient pas dû être transmises ont été fournies, la ou les Parties Contractantes destinataires doivent en être informées sans délai; cette dernière ou ces dernières sont tenues de procéder à la correction ou à la destruction des données, ou de mentionner que ces données sont incorrectes ou n'auraient pas dû être transmises;

d) une Partie Contractante ne peut invoquer le fait qu'une autre Partie Contractante ait transmis des données incorrectes pour se décharger de la responsabilité qui lui incombe conformément à son droit national, à l'égard d'une personne lésée;

e) la transmission et la réception de données à caractère personnel doivent être enregistrées. Les Parties Contractantes se communiqueront la liste des autorités ou services autorisés à consulter l'enregistrement;

f) l'accès aux données est régi par le droit national de la Partie Contractante à laquelle la personne concernée présente sa demande. La communication des données au demandeur n'est possible qu'après avoir demandé l'autorisation de la Partie Contractante qui est à l'origine des données;

g) les données ne peuvent être utilisées par la Partie Contractante destinataire qu'aux seules fins indiquées par la Partie Contractante qui les fournit et dans le respect des conditions imposées par cette Partie Contractante.

4. En outre, en ce qui concerne la transmission, les dispositions ci-après s'appliquent:

a) les données ne peuvent être transmises qu'aux seuls services et autorités de police et de l'immigration; la communication des données à d'autres services ne pourra avoir lieu qu'après autorisation préalable de la Partie Contractante qui les fournit;

b) sur demande, la Partie Contractante destinataire informe la Partie Contractante qui transmet les données de l'usage qui en a été fait et des résultats obtenus sur la base des données transmises.

5. Chaque Partie Contractante désigne une autorité de contrôle chargée, dans le respect du droit national, d'exercer sur son territoire un contrôle indépendant des traitements de données à caractère personnel effectués sur base de la présente Convention et de vérifier si lesdits traitements ne sont pas attentatoires aux droits de la personne concernée. Ces autorités de contrôle sont également compétentes pour analyser les difficultés d'application ou d'interprétation de la présente Convention portant sur le traitement des données à caractère personnel. Ces autorités de contrôle peuvent s'entendre pour collaborer dans le cadre des missions qui leur sont reconnues par la présente Convention.

Art. 12

Si des données à caractère personnel sont transmises par l'intermédiaire d'un officier de liaison visé à l'article 10, les dispositions du présent Titre ne s'appliquent que lorsque ce fonctionnaire de liaison transmet ces données à la Partie Contractante auprès de laquelle il a été détaché.

b) de gegevens mogen alleen gebruikt worden door gerechtelijke autoriteiten, diensten en instanties die een taak of functie uitvoeren binnen het geheel van de doeleinden die zijn voorzien in dit Verdrag, meer bepaald in artikel 2 en 3. De Partijen dienen de lijst van de gebruikers uit te wisselen;

c) de Verdragsluitende Partij die de gegevens overbrengt, dient erop toe te zien dat ze juist zijn; indien zij op eigen initiatief of als gevolg van een vraag van de betrokken persoon vaststelt dat de verstrekte gegevens onjuist zijn of niet overgebracht dienden te worden, moet(en) de Verdragsluitende Partij(en) waarvoor de gegevens bestemd zijn daarvan onmiddellijk op de hoogte gebracht worden; deze Verdragsluitende Partij(en) dien(t)(en) de gegevens te corrigeren of te vernietigen, of erbij te vermelden dat ze onjuist zijn of niet dienden overgebracht te worden;

d) een Verdragsluitende Partij mag zich niet beroepen op het feit dat een andere Verdragsluitende Partij onjuiste gegevens zou hebben overgebracht om zich te ontdoen van haar in haar nationale wetgeving vastgestelde verantwoordelijkheid ten aanzien van een benadeeld persoon;

e) de overbrenging en ontvangst van persoonsgegevens dienen geregistreerd te worden. De Verdragsluitende Partijen dienen de lijst uit te wisselen waarin de autoriteiten of diensten opgenomen zijn die de toestemming hebben om de registraties te raadplegen;

f) de toegang tot de gegevens wordt geregeld door de nationale wetgeving van de Verdragsluitende Partij waaraan de betrokken persoon zijn vraag richt. De gegevens worden slechts verstrekt nadat daartoe de toestemming werd gevraagd aan de Verdragsluitende Partij waarvan de gegevens afkomstig zijn;

g) de Verdragsluitende Partij waarvoor de gegevens bestemd zijn, mag ze alleen gebruiken voor de doeleinden die werden bepaald door de Verdragsluitende Partij die de gegevens verstrekt en met inachtneming van de voorwaarden die deze Verdragsluitende Partij oplegt.

4. Wat de overbrenging van de persoonsgegevens betreft, zijn de volgende bepalingen van toepassing:

a) de gegevens mogen alleen overgebracht worden aan politien- en immigratiediensten; de gegevens mogen slechts aan andere diensten meegedeeld worden na voorafgaande toestemming vanwege de Verdragsluitende Partij die de persoonsgegevens verstrekt;

b) de Verdragsluitende Partij waarvoor de gegevens bestemd zijn, deelt desgewenst mee aan de Verdragsluitende Partij die de gegevens overbrengt waarvoor de gegevens werden gebruikt en welke resultaten de overgebrachte gegevens opleverden.

5. Elke Verdragsluitende Partij duidt een controle-autoriteit aan die, in navolging van het nationaal recht, belast is met de uitoefening, op haar grondgebied, van een onafhankelijke controle op de verwerking van persoonsgegevens, die wordt uitgevoerd op basis van onderhavig Verdrag en ze moet bevestigen of de bovengenoemde verwerking de rechten van de betrokken persoon niet schendt. De controle-autoriteiten zijn eveneens bevoegd om de problemen te analyseren omtrent de toepassing en interpretatie van onderhavig Verdrag in verband met de verwerking van persoonsgegevens. Deze controle-autoriteiten kunnen overeenkomsten samen te werken in het kader van de opdrachten die hen door onderhavig Verdrag worden toegekend.

Art. 12

Wanneer persoonsgegevens worden overgebracht via een verbindingsofficier, zoals voorzien in artikel 10 worden de bepalingen van onderhavig Verdrag enkel toegepast wanneer deze verbindingsambtenaar de gegevens overbrengt naar de Verdragsluitende Partij waarbij hij werd gedetacheerd.

Exception

Art. 13

Chacune des Parties refuse l'assistance lorsqu'il s'agit de délits politiques ou militaires ou lorsque cette assistance s'avère contraire aux dispositions légales en vigueur sur son territoire.

Chacune des Parties peut refuser l'assistance ou la soumettre à des conditions lorsqu'il s'agit de délits connexes aux délits politiques ou militaires ou lorsque la réalisation de l'assistance pourrait menacer la souveraineté, la sécurité, l'ordre public ou d'autres intérêts essentiels de l'État.

Autres formes de coopération

Art. 14

1. Les Parties s'entendent pour s'accorder une assistance mutuelle dans le domaine de la formation professionnelle et de l'assistance technique pour les problèmes relatifs au fonctionnement de la police.

2. Les Parties s'entendent pour échanger leurs expériences pratiques dans tous les domaines susvisés par la présente Convention.

3. Les modalités de l'assistance mutuelle sont réglées par des arrangements entre les ministres compétents des Parties Contractantes.

Concertation

Art. 15

1. Les ministres compétents des Parties Contractantes peuvent créer des groupes de travail permanents ou occasionnels chargés d'examiner des problèmes communs concernant la répression et la prévention des domaines de la criminalité visés à l'article 2 et les domaines de coopération visés à l'article 3 et d'élaborer, le cas échéant, des propositions aux fins d'améliorer, si besoin est, les aspects pratiques et techniques de la coopération entre les Parties Contractantes.

2. Les frais liés à la réalisation de la coopération seront respectivement à la charge de chaque Partie, sauf disposition contraire entre les représentants des Parties, dûment habilités.

3. Les ministres compétents des Parties Contractantes créent un groupe d'évaluation qui fera un rapport aux ministres tous les trois ans.

Règlement des différends

Art. 16

Tout différend occasionné par l'interprétation ou l'application de la présente Convention sera résolu par une commission mixte consultative.

Il est créé une commission mixte consultative, composée de représentants des ministères des Affaires étrangères, de l'Intérieur

Uitzondering

Art. 13

Elk van de Partijen weigert bijstand wanneer het gaat om politieke of militaire misdrijven of wanneer die bijstand strijdig blijkt te zijn met de wettelijke bepalingen die van kracht zijn op haar grondgebied.

Elk van de Partijen kan bijstand weigeren of hem aan voorwaarden onderwerpen wanneer het gaat om misdrijven die in verband staan met de politieke of militaire misdrijven of wanneer de bijstandsverlening de soevereiniteit, de veiligheid, de openbare orde of andere essentiële belangen van de Staat zou kunnen bedreigen.

Andere vormen van samenwerking

Art. 14

1. De Partijen maken afspraken om elkaar wederzijds bijstand te verlenen op het vlak van beroepsopleiding en technische bijstand aangaande de problemen betreffende de werking van de politie.

2. De Partijen maken afspraken om hun praktische ervaringen uit te wisselen omtrent alle bovenbedoelde gebieden van onderhavig Verdrag.

3. De wijze waarop de wederzijdse bijstand zal worden verleend, wordt vastgelegd in overeenkomsten die worden gesloten tussen de bevoegde ministers van de Verdragsluitende Partijen.

Overleg

Art. 15

1. De bevoegde ministers van de Verdragsluitende Partijen kunnen permanente of tijdelijke werkgroepen oprichten die belast zijn met het onderzoek van de gemeenschappelijke problemen omtrent repressie en preventie van de criminaliteit zoals voorzien in artikel 2 en de samenwerking zoals voorzien in artikel 3 en, eventueel, met de uitwerking van voorstellen om, indien nodig, de praktische en technische aspecten van de samenwerking tussen de Verdragsluitende Partijen te verbeteren.

2. De onkosten die worden gemaakt in het kader van de samenwerking, zullen respectievelijk door elke Partij worden gedragen, behalve wanneer de gerechtigde vertegenwoordigers van de Partijen daar anders over beslissen.

3. De bevoegde ministers van de Verdragsluitende Partijen richten een evaluatiegroep op die om de drie jaar een rapport zal voorleggen aan de ministers.

Regeling van de geschillen

Art. 16

Alle geschillen betreffende de interpretatie of de toepassing van onderhavig Verdrag zullen worden beslecht door een gemengde adviescommissie.

Er wordt een gemengde adviescommissie opgericht, samengesteld uit vertegenwoordigers van de ministeries van Buitenlandse

et de la Justice, qui se réunira périodiquement à la demande de l'un ou de l'autre État, afin de faciliter le règlement des problèmes qui surgiront de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention.

Dispositions finales

Art. 17

Les dispositions de la présente Convention ne sont applicables que dans la mesure où elles sont compatibles avec le droit national.

La surveillance de l'exécution du présent accord s'effectuera conformément au droit national de chacune des Parties Contractantes.

Art. 18

Les Parties Contractantes se notifieront mutuellement, par écrit et par la voie diplomatique, l'accomplissement des formalités constitutionnelles requises pour l'entrée en vigueur de la présente Convention.

La Convention entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit la date de réception de la dernière de ces notifications.

La présente Convention est conclue pour une durée illimitée. Toute Partie peut la dénoncer au moyen d'une notification écrite adressée par voie diplomatique à l'autre Partie. La dénonciation prendra effet six mois après la date de son envoi.

Art. 19

Toute Partie peut faire parvenir à l'autre Partie toutes propositions tendant à modifier la présente Convention. Les Parties arrêtent d'un commun accord les modifications à la présente Convention.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont apposé leurs signatures au bas de la présente Convention.

Fait à dans les langues, française et néerlandaise, les trois textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique

Pour le Gouvernement de la République

Zaken, Binnenlandse Zaken en Justitie, die periodiek zal samenkomen op verzoek van de ene of de andere Staat om de regeling van de problemen te vergemakkelijken die zullen opduiken bij de interpretatie of de toepassing van onderhavig Verdrag.

Slotbepalingen

Art. 17

De bepalingen van onderhavig Verdrag kunnen enkel worden toegepast wanneer ze verenigbaar zijn met het nationaal recht.

Het toezicht op de uitvoering van onderhavig Verdrag wordt gerealiseerd overeenkomstig het nationaal recht van elke Verdragsluitende Partij.

Art. 18

De Verdragsluitende Partijen informeren elkaar schriftelijk en langs diplomatieke weg over de afhandeling van de constitutionele formaliteiten, vereist voor de inwerkingtreding van onderhavig Verdrag.

Het Verdrag zal in werking treden op de eerste dag van de tweede maand volgend op de datum waarop de laatste bekendmaking wordt ontvangen.

Onderhavig Verdrag wordt gesloten voor onbeperkte tijd. Elke Partij kan het Verdrag opzeggen door de andere Partij langs diplomatieke weg aan te schrijven. Het Verdrag wordt verbroken na zes maanden volgend op de datum van het aanschrijven.

Art. 19

Elke Partij kan aan de andere Partij voorstellen doen toekomen die een wijziging van onderhavig Verdrag beogen. De wijzigingen aan onderhavig Verdrag worden door de Partijen in onderlinge overeenstemming besloten.

Ter staving hebben de ondergetekenden, die hieromtrent bevoegd zijn, hun handtekening onder onderhavig Verdrag geplaatst.

Opgesteld te in de, Franse en Nederlandse taal. De drie teksten zijn in gelijke mate rechtsgeldig.

Voor de Regering van het Koninkrijk België

Voor de Regering van de Republiek

ANNEXE II

BIJLAGE II

	Droits de l'homme — <i>Mensenrechten</i>			Protection données — <i>Bescherming gegevens</i>		Coopération judiciaire — <i>Strafrechtelijke samenwerking</i>	
	C.E.D.H. — <i>EVRM</i>	Prot. 6	CPT	Conv. 108	Législation nationale — <i>Nationale wetgeving</i>	Extradition — <i>Uitlevering</i>	Entraide judiciaire — <i>Rechterlijke hulp</i>
Pologne. — <i>Polen</i>	R		R		Proj./Ontw.	R	R
Roumanie. — <i>Roemenië</i>	R	R	R	S	Non/Nee	S (bilat.)	S (bilat.)
Slovénie. — <i>Slovenië</i>	R	R	R	R	Oui/Ja	R	(bilat.)
Tchéquie. — <i>Tsjechië</i>	R	R	R		Oui/Ja	R	R
Slovaquie. — <i>Slovakije</i>	R	R	R		Oui/Ja	R	R
Hongrie. — <i>Hongarije</i>	R	R	R	S	Oui/Ja	R	R
Bulgarie. — <i>Bulgarije</i>	R		R		?	R	R
Lituanie. — <i>Litouwen</i>	R		S		Non/Nee	R	R
Estonie. — <i>Estland</i>	R	S	R		Proj./Ontw.	R	R
Lettonie. — <i>Letland</i>	S				Non/Nee	R	S (bilat.)
Croatie. — <i>Kroatië</i>	S	S	S		Non/Nee	R	(bilat.)
Russie. — <i>Rusland</i>	S	S	S		Non/Nee	S	S
Ukraine. — <i>Oekraïne</i>	S	S	R		?	S	S
Chypre. — <i>Cyprus</i>	R		R	S	?	R	S
Malte. — <i>Malta</i>	R	R	R		?	R	S
Maroc. — <i>Marokko</i>						Proj./Ontw.	Proj./Ontw.

R : ratification.

S : signature.

C.E.D.H. : Convention européenne des droits de l'homme (4 novembre 1950).

Prot. 6 : abrogation peine de mort (28 avril 1983).

CPT : torture (26 novembre 1987).

Conv. 108 : protection des données (28 janvier 1981).

Législation nationale en matière de protection des données.

Extradition : convention d'extradition (13 décembre 1957).

Entraide judiciaire : convention d'entraide judiciaire (20 avril 1959).

R : ratificatie.

S : ondertekening.

EVRM : Europees Verdrag van de Rechten van de Mens (4 november 1950).

Prot. 6 : afschaffing doodstraf (28 april 1983).

CPT : foltering (26 november 1987).

Conv. 108 : dataprotectie (28 januari 1981).

Nationale wetgeving inzake gegevensbescherming.

Uitlevering : uitleveringsverdrag (13 december 1957).

Rechterlijke hulp : rechtshulpverdrag (20 april 1959).